



Sous la supervision de
Pr BEKOLO EBE Bruno

Évaluation économique des programmes des candidats à l'élection présidentielle de 2025 au Cameroun

Une étude réalisée par le Programme de formation en Gestion de Politique Economique (GPE) de l'Université de Yaoundé II

SEPTEMBRE 2025



Sous la supervision de

Pr BEKOLO EBE Bruno

Professeur Titulaire en Économie

Recteur honoraire des Universités de Yaoundé 2 et Douala

Président de la Société camerounaise des Agrégés



ÉVALUATION ÉCONOMIQUE DES PROGRAMMES DES CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2025 AU CAMEROUN

Une étude réalisée par le Programme de Gestion de la
Politique Économique (GPE) de l'Université de Yaoundé II

SEPTEMBRE 2025



Les Presses Universitaires de Yaoundé
Septembre 2025

Dans la même Collection aux Presses Universitaires de Yaoundé :

65. *L'Union Africaine : Entre avancées incontestables et reculs contestable*. Sous la direction de Aaron Logmo Mbelek, 2019, 294 p.
66. KÚLÛ : Revue de Philosophie de l'I. P. S.-J.-M. «Le Triptyque indispensable pour le bonheur de l'être humain», 232 p.
67. *Anglophone Lawyers and Teachers Strikes in Cameroon (2016-2017): À Multidimensional Perspective*. Eds. Kashim I. Tala & Kingsley L. Nguange, 2019, 304 p.
68. *L'Assemblée nationale fédérale du Cameroun 1962-1973*. Epicentre de la construction d'une identité narrative camerounaise. Joël Narcisse Meyolo, 2019, 160 p.
69. *La problématique de la Loi Naturelle chez Jacques Maritain. Une critique du rationalisme philosophico-juridique*. Hervé Pascal Okolong, 2019, 168 p.
70. *Statistique Mathématique. Exposés des méthodes et problèmes résolus*. Rwenge Mburano Jean Robert, 2019, 272 p.
71. *Pour un Aggiornamento éthique à l'ère de la technoscience; Le paradigme de la responsabilité d'après Hans Jonas*. Martine M. Minkada, 2020, 194 p.
72. *La classe gouvernementale au Cameroun depuis 2000*. Benogo Andela Cyriaque Brice. 2020, 168 p.
73. *Epidémiologie de l'économie et confinement de l'organisation. Covid-19*. Mounbou Mbenda S. et Ondoua Biwolé V. (éd. sc.), 2020, 278 p.
74. *Contribution à l'élaboration du Droit de la répression administrative au Cameroun*. André Nyetam Tamga, 2020, 180 p.
75. *Gestion des Ressources Humaines au Cameroun. Outils - Processus - études de cas*. Viviane Ondoua Biwolé, Céline Noah, Claudette Anéga Nkoa, 2022, 316 p.76
76. *Le Tchoua' ahisme : Théorie générale du progrès économique et social stable*. Moïse Nzemen, en coédition avec SOGEPG, 2022, 364 p.
77. *101 femmes de l'émergence du Cameroun. Faits troublants. 101 Women of Cameroon's Emergence. Disturbing facts*. Ondoua Biwolé Viviane, 2022, 184 p.
78. *Instrumentation pour l'évaluation de la performance des organisations sportives*. Victor Saïdou, 2022, 236 p.
79. *Agriculture d'exportation et bataille du développement en Afrique tropicale. L'économie du cacao*. Jean Assoumou, réédition, 2023, 364 p.
80. *Ordre International et croissance des jeunes Nations. En finir avec le mercantilisme*. Jean Assoumou, réédition, 2023, 324 p.
81. *Choix collectifs. Théorie et pratique*. Ebénézer Sylvain Schouame 2023, 244 p.
82. *Droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique dans l'espace OHADA. Clés de lecture. 2ème édition*, Préface de Dorothe Cossi SOSSA, Secrétaire permanent de l'OHADA, 2024, 648 p.
83. *Media coverage of conflicts in Africa. A multidimensional analysis of mass media reporting of the Cameroon Anglophone Conflict: 2016-2024*. Edited by Kingsley Lyonga Ngange, (Ph.D.) 2024, 424 p.
84. *Media and Governments at War*. Kingsley L. Ngange, Stephen N. Ndode, 2024, 250 p.
85. *Bikūs i mbōk bāsāa. / Rite du veuvage chez les basaa*. Ngo Ndjeng Pout, 2025, 102 p.
86. *Libāk li mudāa i Mbōk Basāa / La femme en pays Basaa*. Ngo Ndjeng Pout, 2025, 128 p.
87. *Les contrats de partenariat public-privé. Cours et exercices. Tome 1 : Aspects conceptuels et mécanismes de mise en œuvre*. Sous la direction de Dieudonné Bondoma Yokono, 2025, 234 p.
88. *Esthétique, Métaphysique et Morale dans la philosophie africaine. Fondements et enjeux*, Revue africaine de métaphysique et de morale, 2025, 244 p.

Toute traduction, adaptation, reproduction intégrale ou partielle sans l'autorisation de l'auteur est illicite et interdite. Toute représentation ou reproduction par quelque procédé que ce soit constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

No part of this book may be reproduced in any form by print, photoprint, microfilm or any other means without written permission from the publisher.

© Les Presses Universitaires de Yaoundé

B.P. : 1585 Yaoundé (Cameroun)

Tél. : (237) 699 59 13 73 — lespuy2009@yahoo.fr — Site web : lespuy-edition.com

ISBN 2-84936-159-7 / N° éd. C30925

Dépôt légal : 3^{ème} trim. 2025



SOMMAIRE

Sommaire	3
Sigles et abréviations	5
Liste des figures	7
Liste des tableaux	8
Résumé exécutif	9
Executive Summary	12
I- Contexte et cadre d’analyse.	15
II- Enjeux de l’élection 2025 et objectifs de l’étude	21
III- Méthodologie et grille d’analyse	24
IV- Analyse sectorielle des programmes	31
V- Analyse des convergences et divergences	51
VI- Mise en perspective et conclusion	80
VII- Références	83
VIII- Annexes	85
Annexe A : Méthodologie détaillée d’évaluation	85
Annexe B : Tableau de comparaison des programmes des partis politiques selon les scores de crédibilités	88



SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BEAC	Banque des États de l'Afrique Centrale
BIP	Budget d'Investissement Public
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CO2	Dioxyde de Carbone
COLEPS	Cameroon Online E-Procurement System
CONAC	Commission Nationale Anti-Corruption
CSU	Couverture Santé Universelle
ECAM	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
ELECAM	Elections Cameroon
FBCF	Formation Brut du Capital Fixe
FDC	Front des Démocrates Camerounais
FSNC	Front pour le Salut National du Cameroun
IDE	Investissement Direct Etranger
INS	Institut National de la Statistique
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
LFR	Loi de Finance Rectificative
MCDA	Multiple Criteria Decison Analysis
MCNC	Mouvement Citoyen National Camerounais
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
PAL	Parti de l'Alliance Libérale
PCRN	Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale
PIB	Produit Intérieur Brut
PPP	Partenariats Public Privé
PURS	Peuples Unis pour la Rénovation Sociale
RAP	Retards de paiement
RDPC	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
SDF	Social Democratic Front



SND30	Stratégie Nationale de Développement-Cameroun 2030
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
UMS	Union des Mouvements Socialistes
UNDP	Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès
UNIVERS	UNIVERS



LISTE DES FIGURES

Figure 3-1 : Synthèse de la méthodologie d'évaluation	19
Figure 4-1 : Scores généraux des programmes des partis politiques	25
Figure 4-2 : Score de crédibilité sectoriel des programmes politiques	29
Figure 4-3 : Classification des programmes selon la prise en compte de la conjoncture économique	31
Figure 4-4 : Classification des programmes selon la prise en compte des finances publiques.	32
Figure 4-5 : Classification des programmes selon la prise en compte des secteurs productifs	33
Figure 4-6 : Classification des programmes selon la prise en compte du secteur financier	34
Figure 4-7 : Classification des programmes selon la prise en compte du développement social.	35
Figure 4-8 : Classification des programmes selon la prise en compte de l'environnement et durabilité	36
Figure 4-9 : Classification des programmes selon la prise en compte de la gouvernance et des institutions . . .	38
Figure 5-1 : Convergence des mots clés dans les partis politiques	53



LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2-1	: Liste des candidats à l'élection présidentielle et partis politiques	16
Tableau 5-1	: Analyse des thématiques clés des programmes politiques	40
Tableau 5-2	: Landscape politique camerounais : mots-clés et orientations des partis	51
Tableau 8-1	: Définition et grille d'appréciation des critères	58
Tableau 8-2	: Score de crédibilité des programmes des partis politiques par secteur	61
Tableau 8-3	: Score de crédibilité des programmes politiques par sous-secteur	61



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Cameroun aborde l'élection présidentielle de 2025 dans un contexte marqué par des défis économiques et sociaux structurels. L'économie nationale demeure dominée par une structure productive fragile et peu diversifiée, largement dépendante des matières premières et donc vulnérable aux chocs externes. Dans le même temps, les besoins sociaux restent pressants, qu'il s'agisse de l'emploi, de l'éducation, de la santé ou de la protection sociale. À ces difficultés s'ajoutent des contraintes liées à la gouvernance, à la soutenabilité de la dette publique et à la capacité institutionnelle à conduire des réformes structurelles de grande ampleur. L'échéance électorale de 2025 constitue dès lors un moment charnière pour orienter la trajectoire du pays vers une transformation productive, inclusive et durable.

L'objectif de l'étude réalisée est d'évaluer les programmes économiques des douze candidats, en les comparant selon cinq éléments de base : leur pertinence face aux besoins nationaux, leur faisabilité au regard des contraintes budgétaires et institutionnelles, leur impact attendu sur l'économie et la société, leur crédibilité en termes de capacité de mise en œuvre, et leur expérience en matière de participation à la vie politique et de gestion des affaires. Il s'agit ainsi de fournir aux citoyens et aux décideurs un outil objectif pour éclairer le débat public et permettre un choix électoral plus éclairé.

Pour y parvenir, la démarche adoptée a consisté à examiner les programmes électoraux disponibles, complétés par quelques références fiables issues d'organismes nationaux et internationaux, afin de vérifier la cohérence des propositions. Chaque programme a été lu et découpé en propositions concrètes qui ont été regroupées par grands secteurs de la vie économique et sociale. Chaque élément a été évalué sur une échelle simple, et les résultats ont été additionnés pour donner un score global par candidat. Cette méthode ne prétend pas capter toute la complexité des programmes, mais elle permet de comparer les candidats sur une base commune et transparente.

Les résultats mettent en évidence une hétérogénéité marquée entre les programmes présentés. D'abord, l'évaluation permet de distinguer trois groupes de candidats. Le Rassemblement



Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) et Social Democratic Front (SDF) qui se détachent avec des scores globaux respectifs de 13,05 et 11,67 sur 20, témoignant d'une structuration solide et d'une meilleure intégration des contraintes économiques et institutionnelles. Ensuite, des partis comme le Parti de l'Alliance Libérale (PAL), le Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale (PCRN) et le Front des Démocrates Camerounais (FDC), dont les scores oscillent entre 8 et 11, reflétant des propositions pertinentes mais souvent incomplètes sur le plan du chiffrage ou de la faisabilité. Enfin, des formations comme le Front pour le Salut National du Cameroun (FSNC) et UNIVERS obtiennent des scores inférieurs à 8, en raison de propositions parfois absentes, non chiffrées ou peu réalistes au regard des capacités de l'État.

Au-delà des scores globaux, l'analyse sectorielle permet de mieux comprendre les spécialisations et les lacunes de chaque programme. Le RDPC affiche une performance équilibrée sur la plupart des secteurs en occurrence, les finances publiques, le secteur productif et le développement social avec des scores systématiquement supérieurs à 11. Le SDF se distingue particulièrement dans les domaines de la gouvernance et des institutions, ainsi que sur les questions sociales. À l'inverse, des partis comme le MCNC ou le FSNC présentent des profils plus irréguliers, avec des forces dans certains secteurs (agriculture, ressources naturelles) mais des lacunes marquées en matière macroéconomique ou environnementale. La prise en compte des enjeux de durabilité et de transition énergétique reste globalement faible, à l'exception notable du PAL et du SDF. De même, la modernisation administrative et la lutte contre la corruption sont insuffisamment traitées par la majorité des candidats.

Ces constats conduisent à plusieurs enseignements. En premier lieu, peu de formations parviennent à proposer une vision réellement globale et cohérente, intégrant à la fois les impératifs de stabilité, de transformation productive, de durabilité environnementale et de gouvernance. La plupart des programmes se concentrent sur certaines dimensions en négligeant d'autres pourtant essentielles. En deuxième lieu, l'écart de crédibilité entre les programmes est considérable, allant du simple au double, ce qui traduit des capacités très variables à structurer un projet économique solide. En troisième lieu, certains enjeux clés comme la transition énergétique, la couverture santé universelle ou la



modernisation administrative sont encore trop peu abordés alors qu'ils conditionnent la réussite de toute politique économique.

L'étude suggère par conséquent que les candidats renforcent la cohérence et la précision de leurs engagements, en formulant des propositions chiffrées et adossées à des calendriers réalistes. La durabilité environnementale, largement absente des débats, doit être mieux intégrée, car elle représente une condition essentielle de la résilience à long terme. Les réformes institutionnelles et la lutte contre la corruption doivent être placées au cœur des stratégies pour garantir la faisabilité des politiques publiques. Le pays ne pourra amorcer une transformation durable sans une politique industrielle ambitieuse, soutenue par des investissements dans les infrastructures, l'agriculture et le numérique. Le développement du capital humain doit rester une priorité absolue, car il conditionne la productivité et l'équité sociale. Enfin, toutes les ambitions doivent être compatibles avec les contraintes budgétaires, ce qui suppose d'identifier des sources de financement crédibles, qu'il s'agisse de recettes fiscales mieux mobilisées, de partenariats public-privé ou de financements extérieurs sécurisés.

En définitive, l'évaluation des programmes politiques pour l'élection présidentielle de 2025 au Cameroun révèle un paysage contrasté, entre projets solides et visions plus approximatives. Elle met en lumière les forces et faiblesses des différentes offres, tout en rappelant les impératifs de cohérence, de faisabilité et de durabilité. Elle constitue un outil précieux pour dépasser les slogans de campagne et replacer le débat électoral sur le terrain des politiques concrètes et crédibles.



EXECUTIVE SUMMARY

Cameroon is preparing to hold its 2025 presidential election in an environment marked by persistent economic and social challenges. The national economy remains dominated by a fragile and undiversified productive structure, largely dependent on raw materials and therefore vulnerable to external shocks. At the same time, social needs remain pressing, whether in terms of employment, education, health, or social protection. Adding to these challenges are constraints related to governance, public debt sustainability, and institutional capacity to conduct large scale structural reforms. The 2025 elections therefore represent a pivotal moment to steer the country's trajectory toward productive, inclusive, and sustainable transformation. The objective of the study is to evaluate the economic programs of the twelve candidates, comparing them according to their relevance to national needs, their feasibility in light of budgetary and institutional constraints, their expected impact on the economy and society, and their credibility in terms of implementation capacity. The aim is to provide citizens and decision-makers with an objective tool to inform public debate and enable a better-informed electoral choice.

To achieve this, the approach adopted consisted of examining the available election programs, supplemented by a few reliable references from national and international organizations, in order to verify the consistency of the proposals. Each platform was read and broken down into concrete proposals, which were grouped by major areas of economic and social life. Each element was evaluated on a simple scale, and the results were added up to give an overall score for each candidate. This method does not claim to capture the full complexity of the platforms, but it does allow candidates to be compared on a common and transparent basis.

Results reveal significant differences between candidates. The ruling party (RDPC) and the Social Democratic Front (SDF) rank highest, with overall scores of 13.05 and 11.67 out of 20, reflecting structured proposals and stronger consideration of economic and institutional constraints. A second group, including the Liberal Alliance Party (PAL), the Cameroon Party for National Reconciliation (PCRN) and the Cameroon Democrats' Front (FDC), scored between 8 and 11, with relevant but often incomplete or



weakly costed measures. Other parties, such as FSNC and UNIVERS, obtained less than 8 points due to unrealistic, missing, or non-costed proposals.

Sectoral analysis highlights strengths and weaknesses across program. The RDPC performs consistently across public finance, productive sectors, and social development. The SDF stands out in governance and social policies. In contrast, parties such as MCNC and FSNC show sectoral imbalances, with relative strengths in agriculture and natural resources but weak macroeconomic or environmental strategies. Sustainability and energy transition are rarely addressed, except by PAL and SDF. Similarly, administrative reform and anti-corruption measures remain insufficient in most program.

These findings lead to several lessons. On the one hand, few programs manage to offer a truly comprehensive and coherent vision, integrating the imperatives of stability, productive transformation, environmental sustainability, and governance. Most programs focus on certain dimensions while neglecting others that are nonetheless essential. On the other hand, the credibility gap between programs is considerable, ranging from simple to twofold, reflecting widely varying capacities to structure a solid economic project. Finally, certain key issues such as the energy transition, universal health coverage, and administrative modernization are still insufficiently addressed, even though they are essential to the success of any economic policy.

The study therefore suggests that candidates strengthen the coherence and precision of their commitments by formulating quantified proposals backed by realistic timetables. Environmental sustainability, largely absent from the debates, must be better integrated, as it represents an essential condition for long-term resilience. Institutional reforms and the fight against corruption must be placed at the heart of strategies to ensure the feasibility of public policies. The country will not be able to initiate a sustainable transformation without an ambitious industrial policy, supported by investments in infrastructure, agriculture, and digital technology. Human capital development must remain a top priority, as it determines productivity and social equity. Finally, all ambitions must be compatible with budgetary constraints, which requires identifying credible sources of financing, whether through better-



mobilized tax revenues, public-private partnerships, or secured external financing.

Ultimately, the assessment of political programs for the 2025 presidential election in Cameroon reveals a contrasting landscape, between solid projects and more vague visions. It highlights the strengths and weaknesses of the various proposals, while reiterating the imperatives of coherence, feasibility, and sustainability. It constitutes a valuable tool for moving beyond campaign slogans and repositioning the electoral debate on the ground of concrete and credible policies.



I-

CONTEXTE ET CADRE D'ANALYSE

Il est très important de justifier sur un plan épistémologique le travail, en le situant dans une démarche à prétention scientifique. Les programmes politiques emportent avec eux des politiques publiques qui ont des implications multiples, dont des implications de politique économique, de structuration des politiques publiques, des impacts sociaux, de positionnement des acteurs et de configuration du tissu social. Ils impliquent aussi des coûts dont il faut évaluer l'ampleur, en déterminer les modalités d'assomption, tout autant que des impacts et effets positifs dont il faut en apprécier l'ampleur et les évolutions qui en résultent.

Ces préoccupations sont à l'origine d'un ensemble de travaux et de réflexion tendant à évaluer les programmes, et à apprécier leur capacité à optimiser la fonction de satisfaction des électeurs, celle-ci pouvant être déterminée en fonction d'un ensemble d'objectifs-cibles. Ainsi se sont développés, depuis les travaux pionniers de Nordhaus (1975), les modèles des cycles politico-économiques, mettant en avant la sensibilité des électeurs aux indicateurs économiques, tout autant que la capacité des programmes politiques à atteindre des objectifs de croissance et de développement et à maintenir durablement l'économie sur un trend ascendant. C'est aussi dans cette logique que s'est développé, dans les pays développés d'abord, et de plus en plus dans les pays en développement, le chiffrage des programmes, avec pour objectif d'en apprécier la faisabilité, les coûts de mise en œuvre, et les effets bénéfiques attendus, tout autant que les limites.

Ce travail d'analyse des programmes se situe dans cette tradition, notre pays ne pouvant continuer à se situer en marge de cette évolution positive qui vise à donner au citoyen des moyens d'appréciation des propositions qui lui sont faites, et partant de disposer des moyens d'effectuer un choix responsable et conséquent des décideurs politiques. Il est aussi important d'insister sur le fait que le travail est fait, toutes choses étant égales par ailleurs, notamment sous réserve de l'analyse des



évolutions institutionnelles qui, elles-mêmes, ont un impact sur la pertinence et l'application optimales des divers programmes. Il en est d'autant plus ainsi que l'efficacité des institutions et la qualité de la gouvernance affectent substantiellement l'application et l'optimisation des politiques publiques.

1.1- CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE ET PERFORMANCES RÉCENTES

En 2025, l'économie camerounaise maintient une trajectoire de croissance modérée. Avec un produit intérieur brut (PIB) réel estimé à +3,9 %, contre +3,5 % en 2024. Cette progression est principalement portée par le secteur non pétrolier (+4,2 %) et le secteur tertiaire (+4,2 %), tandis que le secteur pétrolier enregistre un recul de -4,3 %, reflétant sa vulnérabilité aux fluctuations des cours internationaux et à l'épuisement progressif des réserves (Banque mondiale, 2025). La structure économique reste dominée par les services (51,6 % du PIB), suivis de l'industrie (25,2 %) et de l'agriculture (16,7 %), ce qui témoigne d'une transformation structurelle encore limitée et d'une industrialisation incomplète (Banque mondiale, 2025).

La faiblesse structurelle de cette économie est encore mieux appréciée, en se référant aux contributions sectorielles à la croissance. L'INS note ainsi que la croissance du Cameroun, dont le taux est évalué à 3,2% en 2024, est principalement soutenue, du côté offre, par le secteur tertiaire, dont la contribution est de 2,2%, celle du primaire étant de 0,6%, et celle du secondaire, dont la tendance est au ralentissement, est de 0,3%¹. L'INS n'hésite d'ailleurs pas à parler « d'un secteur secondaire en perte de vitesse ». La part du tertiaire interpelle d'autant plus que, contrairement aux pays développés et émergents, dont la croissance est tirée par le tertiaire, lui-même représentatif du rôle y joué par l'innovation technologique dans l'économie, ici au Cameroun, c'est « le tertiaire du pauvre », dominé par les activités d'import-export et l'informel. On comprend d'ailleurs que le déficit extérieur se creuse d'année en année, consolidant son caractère structurel. La mesure de cette faible création interne de valeur, en est donnée par la part toujours croissante des importations

1. INS, Les Comptes Nationaux du Cameroun, (1^{er} trimestre 2024), p. 2.



alimentaires et l'importance prise par la friperie, qui font de notre pays, une des poubelles de l'économie mondiale, avec tout ce que cela implique comme impact pervers pour l'environnement. En réalité, notre rythme de croissance actuel est illustratif de ce que les économistes qualifient de « croissance appauvrissante », en ce que la croissance ne se traduit pas par une amélioration significative des conditions de vie des agents économiques. Le rythme de croissance observé tout autant que la contribution sectorielle à la croissance sont par ailleurs significatifs d'une régression de cette économie, par rapport à l'évolution observée pendant les décennies 1970 et 1980, où elle a connu une croissance contracyclique par rapport à une économie mondiale alors affectée par les effets négatifs des deux chocs pétroliers.

À titre de comparaison, entre 1975 et 1985, le taux moyen réel de croissance est de 7,5%, montant durant certaines années à 8,5% comme en 1977, et à 10,1% en 1979. Mieux, cette forte croissance est le résultat de grandes mutations structurelles qui en constituent les fondements. On observe ainsi, tout au long de cette période, une reprise vigoureuse de l'investissement qui se traduit par une croissance régulière de la formation brute de capital fixe, FBCF, dont la part, dans le PIB, passe de 19,1% en 1974/1975 à 23,1% en 1978/1979, et 30,2% en 1984/1985. À la veille du lancement du VI^{ème} Plan en 1986, la FBCF représentait 33,1% du PIB. Ce niveau élevé de l'investissement est tiré par la dépense publique de capital dont le taux moyen de croissance pour la période est de 17,1 %. Alors qu'au cours de la décennie de croissance contracyclique des années 1975-1985 le taux moyen de 7,5 % était soutenu par le primaire et le secondaire, avec d'ailleurs une progression régulière du secteur secondaire, la tendance s'est totalement inversée, au profit du tertiaire. Si entre 1976 et 1985, la part du secteur secondaire dans le PIB est passée de 18 % à 37 %, elle a depuis lors inexorablement diminué, passant à 30 % au début des années 1990 et à 20 % aujourd'hui. Cette évolution est en fait significative du délitement continu du tissu industriel mis en place dans la période 1975-1985.

Les politiques économiques à mettre en œuvre doivent donc s'apprécier à leur capacité à inverser la dynamique de croissance, et à faire faire à l'économie un saut qualitatif irréversible, en termes de rythme de croissance, de capacité à créer de la valeur, d'amélioration significative des niveaux de revenus, de réduction



de la pauvreté et d'assomption de ce que les économistes appellent les coûts de l'homme, de capacité de résorption des effets des chocs extérieurs, dans une économie mondiale sujette à de profonds bouleversements.

L'inflation annuelle s'établit à 4,5 % en 2024, après 7,4 % en 2023, marquant une nette décélération mais restant au-dessus de la norme sous-régionale de 3 % définie par la CEMAC.

Cette persistance s'explique par des facteurs externes (prix des carburants, tensions sur les chaînes d'approvisionnement) et des contraintes internes, notamment un déficit de compétitivité et une offre nationale insuffisamment diversifiée (INS, 2025 ; MINEPAT, 2025 ; BEAC, 2025).

1.2-FINANCES PUBLIQUES ET SOUTENABILITÉ BUDGÉTAIRE

Les finances publiques restent sous tension. Le budget de l'État a été porté à 7 317,7 milliards de FCFA en 2025, mais les dépenses totales (5 563,6 milliards) continuent de dépasser les recettes (5 548,1 milliards), entraînant un déficit de -113,3 milliards (loi de finances rectificative, 2025). La structure des dépenses demeure rigide, avec une part prépondérante accordée aux charges courantes, à savoir, salaires (1 586,6 milliards), biens et services (1 028 milliards) et le service de la dette (378,2 milliards) au détriment de l'investissement public, bien que ce dernier ait augmenté de 16,1 % par rapport à 2024 (LFR, 2025).

La dette publique directe s'élève à 13 115 milliards de FCFA, soit 40 % du PIB, en hausse de 1 055 milliards sur un an. Le service de la dette, qui absorbe une part croissante des ressources publiques, s'est élevé à 631,3 milliards de FCFA en juin 2025. Les dettes extérieures en représentaient 76,4 % (Caisse Autonome d'Amortissement, 2025 ; BEAC, 2025). Selon les critères de convergence de la CEMAC, le Cameroun se situe en deçà du plafond autorisé et remplit donc formellement cette condition. Pour une analyse pertinente, il est cependant nécessaire d'aller au-delà de ce simple constat. En effet, le critère de convergence se focalise sur le stock de la dette, sans prendre en compte des éléments essentiels tels que la structure des créances, leur échéancier,



les conditions des prêts (taux d'intérêt, caractère lié ou non), ou encore la qualité de l'utilisation des fonds empruntés. Lorsque l'on intègre ces paramètres, le ratio de dette de 40 % place l'économie camerounaise face à d'importantes vulnérabilités. Ces tensions se manifestent notamment par l'augmentation des retards de paiement (RAP) de plus de trois mois, qui ont progressé de 145 milliards de FCFA, signe de difficultés persistantes de trésorerie (MINEPAT, 2025).

1.3-COMMERCE EXTÉRIEUR, INVESTISSEMENT ET DIVERSIFICATION

Les exportations ont progressé de 8,8 % en 2024, pour atteindre 3 252 milliards de FCFA. Elles sont tirées par les performances du cacao, du coton, de la banane et du café. Les exportations hors hydrocarbures ont bondi de 33,1 %, compensant partiellement le recul des recettes pétrolières (-11,8 %). Malgré cela, le déficit commercial reste important (-1 761 milliards) et le taux de couverture des importations par les exportations n'est que de 65,1 %, soulignant la dépendance persistante aux importations de biens manufacturés et d'équipements (INS, 2025 ; BEAC, 2024).

L'exécution du budget d'investissement public (BIP) s'est légèrement améliorée. Avec un taux d'engagement de 65,5 % et d'ordonnancement de 61,9 % à fin novembre 2025. La dématérialisation des marchés publics via la plateforme COLEPS a contribué à cette dynamique, avec un taux d'attribution atteignant 94,2 % (Banque Mondiale, 2025).

1.4-DYNAMIQUES SOCIALES, PAUVRETÉ ET CAPITAL HUMAIN

Le taux de pauvreté national demeure encore élevé. Il est estimé à 37,7 % en 2022, en légère hausse par rapport à 2014, et bien au-dessus de la cible de 30,8 % fixée par la Stratégie Nationale de Développement 2030 (SND30). Les disparités régionales sont profondes : le taux de pauvreté dépasse 60 % dans les régions de l'Extrême-Nord (69,2 %), du Nord-Ouest (66,8 %) et du Nord (61,1



%), contre seulement 8,3 % à Douala et 10,8 % à Yaoundé (INS, 2022). L'indice de Gini, bien qu'en légère baisse à 0,41, confirme la persistance d'inégalités de revenus significatives (INS, 2022).

Le système éducatif accuse des faiblesses structurelles.

Seulement 75 % des enfants entrant au primaire atteignent la dernière année du cycle, et à peine 30 % maîtrisent les compétences de base en mathématiques (MINEDUB, 2021/2022). Dans le domaine de la santé, 72 % des dépenses sont encore à la charge des ménages, et seulement 3 % de la population bénéficie d'une couverture maladie universelle (CSU), malgré les efforts récents d'enrôlement (MINEPAT, 2025 ; CNS, 2018-2019).

1.5-GOUVERNANCE, CLIMAT DES AFFAIRES ET ENVIRONNEMENT SÉCURITAIRE

Le climat des affaires reste peu favorable. Comme en témoigne le classement du Cameroun au 166e rang mondial dans le rapport *Doing Business* 2019 et son exclusion temporaire de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) en 2023. La corruption persiste, avec un indice de perception de 26/100 en 2024, ayant causé des préjudices financiers estimés à près de 114 milliards de FCFA (CONAC, 2023-2024).

Sur le plan sécuritaire, les dépenses militaires ont augmenté de 78,3 millions de dollars US en 2024, dans un contexte marqué par la persistance de crises dans plusieurs régions et le déplacement forcé de plus de 2,2 millions de personnes (Trading Economics, 2024 ; OIM, 2025).



II-

ENJEUX DE L'ÉLECTION 2025 ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

L'élection présidentielle de 2025 au Cameroun se situe à un moment critique pour l'économie nationale. Les 12 candidats² (tableau 2.1) sont appelés à présenter des programmes capables de répondre à des défis structurels complexes : une économie encore dépendante de quelques secteurs stratégiques, des investissements publics insuffisants pour stimuler la transformation industrielle, et un environnement des affaires qui reste peu favorable à l'investissement privé. Dans ce contexte, les choix économiques opérés au niveau national auront un impact direct sur la diversification de l'économie, la création d'emplois, et la compétitivité du pays sur le plan régional et international. Au-delà des performances macroéconomiques, les enjeux concernent également la cohésion sociale et l'inclusion. Les disparités régionales et le déficit de capital humain soulignent la nécessité de politiques intégrées qui combinent croissance économique et développement social. L'éducation, la santé et l'emploi des jeunes figurent parmi les leviers essentiels pour renforcer la productivité, soutenir la création de valeur et favoriser une répartition plus équitable des bénéfices de la croissance. Par ailleurs, la gouvernance économique et la stabilité institutionnelle constituent un autre enjeu majeur. La persistance de la corruption et la fragilité de certaines institutions compromettent la capacité de l'État à mettre en œuvre des politiques efficaces et à sécuriser les investissements. Les programmes économiques des candidats doivent donc être évalués sur leur aptitude à proposer des solutions crédibles et réalisables, capables de renforcer la transparence, la responsabilité et l'efficacité administrative.

2. Selon la résolution N° 2025/012/R/ELECAM/CE du 26 Juillet 2025 arrêtant et publiant la liste des candidats à l'élection du Président de la République du 12 Octobre 2025



Tableau 2-1 : Liste des candidats à l'élection présidentielle et partis politiques

N°	Candidat	Parti politique	Logo parti
1	ATEKI SETA CAXTON	Parti de l'Alliance libérale (PAL)	
2	BELLO BOUBA MAIGRARI	Union nationale pour la Démocratie et le progrès (UNDP)	
3	BIYA PAUL	Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC)	
4	BOUGHA HAGBE JACQUES	Mouvement citoyen national camerounais (MCNC)	
5	ISSA TCHIROMA	Front pour le salut national du Cameroun (FSNC)	
6	IYODI HIRAM SAMUEL	Front des démocrates camerounais (FDC)	
7	KWEMO PIERRE	Union des mouvements socialistes (UMS)	
8	LIBII LI NGUE NGUE CABRAL	Parti camerounais pour la réconciliation nationale (PCRN)	
9	MATOMBA SERGE ESPOIR	Peuple uni pour la rénovation sociale (PURS)	
10	MUNA AKERE TABENG	Univers	
11	OSIH JOSHUA NAMBANGI	Front Social Démocrate (FSD)	
12	TOMIANO HERMINE PATRICIA epse NDAM NJOYA	Union démocratique du Cameroun (UDC)	



Source : liste d'ELECAM (2025) approuvée par le Conseil constitutionnel.

Dans ce cadre, l'élection représente une opportunité pour orienter la trajectoire du pays vers un développement plus résilient et durable. L'analyse des programmes doit permettre de mesurer dans quelle mesure chaque proposition sectorielle contribue à répondre aux besoins nationaux, à s'adapter aux contraintes institutionnelles et financières, et à générer un impact positif sur l'économie et la société. Les objectifs de l'étude se déclinent ainsi :

- ✓ Comparer les propositions des différents candidats pour chaque secteur clé de l'économie.
- ✓ Évaluer la pertinence de chaque proposition par rapport aux besoins économiques et sociaux, aux contraintes budgétaires et institutionnelles, ainsi qu'aux priorités nationales et régionales.
- ✓ Analyser la faisabilité financière et institutionnelle des mesures envisagées, en tenant compte des sources de financement identifiées (dette, fiscalité, PPP, IDE, coopération internationale) et des capacités d'exécution de l'État.
- ✓ Identifier les convergences et divergences entre programmes, afin de dégager les priorités communes, les innovations sectorielles et les divergences stratégiques sur le rôle de l'État, le financement ou les modalités d'exécution.



III-

MÉTHODOLOGIE ET GRILLE D'ANALYSE

3.1-RECOURS À L'APPROCHE MULTICRITÈRE MCDA

L'évaluation comparative des programmes électoraux à travers une grille d'analyse sectorielle et un système de notation par scores repose sur les principes de l'analyse multicritère (Multiple Criteria Decision Analysis, MCDA). Cette approche a été largement théorisée dans la littérature scientifique, notamment par Belton et Stewart (2002), qui soulignent l'importance de structurer les décisions complexes lorsque plusieurs objectifs, parfois contradictoires, doivent être pris en compte. Dans le cadre de l'élection présidentielle camerounaise de 2025, les programmes économiques des candidats se prêtent particulièrement bien à une telle méthode, puisque leur contenu se compose de propositions variées qui doivent être jugées selon plusieurs dimensions :

- ✓ **la pertinence face aux besoins du pays ;**
- ✓ **la faisabilité dans le contexte budgétaire et institutionnel actuel ;**
- ✓ **l'impact attendu sur l'économie et la société ;**
- ✓ **la capacité institutionnelle de mise en œuvre ;**
- ✓ **l'expérience des partis politiques en lice aux élections.**

En ce sens, la MCDA permet d'intégrer des critères hétérogènes en un cadre unifié, de rendre explicites les choix méthodologiques et de produire des résultats comparables entre candidats.

L'usage d'une méthode de scoring répond également au besoin de transformer des jugements qualitatifs en évaluations chiffrées afin de permettre une agrégation systématique. Selon Keeney et Raiffa (1976), l'approche multi-critères repose sur l'identification de préférences et la traduction de celles-ci en valeurs numériques afin d'objectiver des décisions complexes. Dans le domaine des politiques publiques, cette démarche est devenue



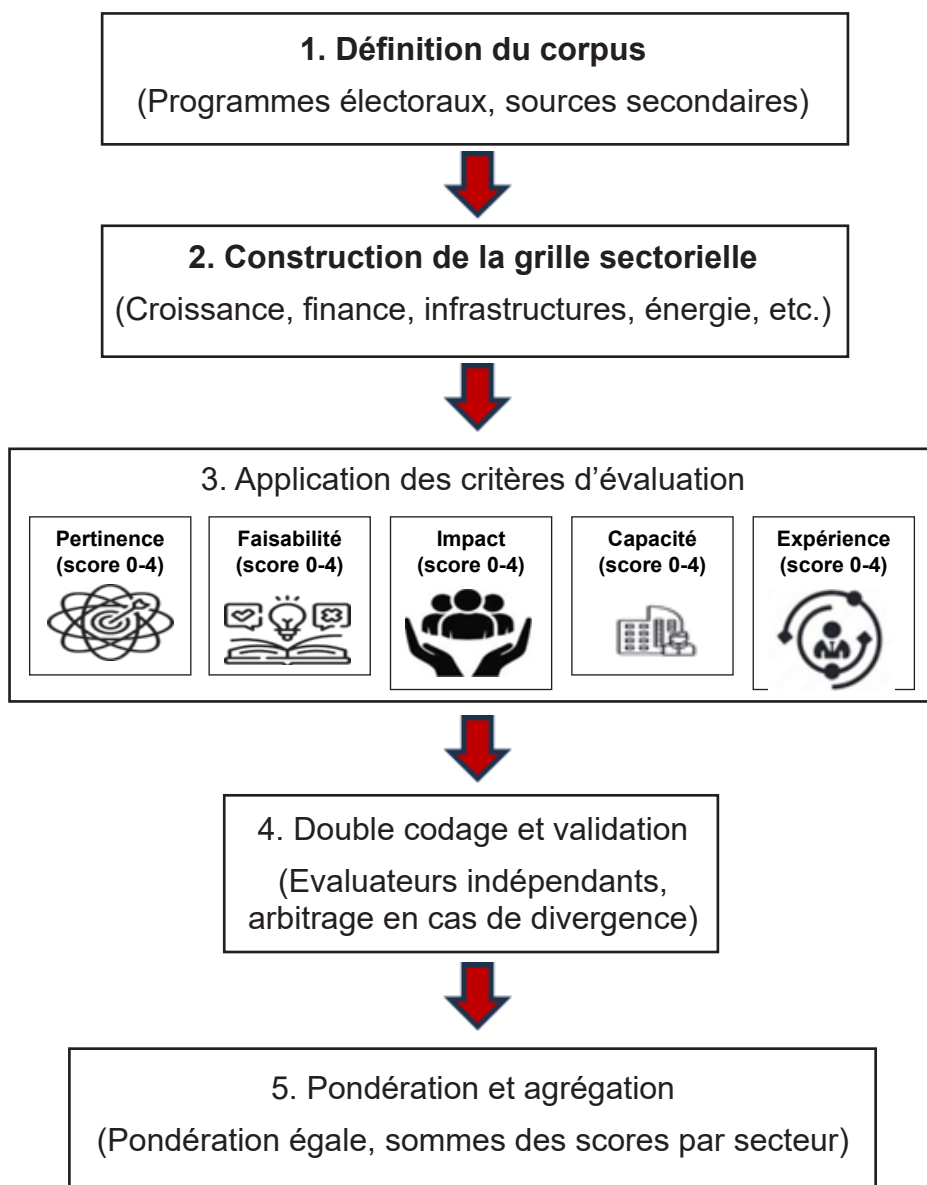
un standard méthodologique pour évaluer des alternatives stratégiques aux effets multidimensionnels. Saaty (1980) a par ailleurs démontré, avec *l'Analytic Hierarchy Process*, l'intérêt des méthodes qui structurent les critères et les hiérarchisent à travers des comparaisons systématiques. Toutefois, afin de conserver simplicité et transparence, l'étude adopte un schéma allégé de pondération égale des critères, ce qui permet d'éviter la subjectivité excessive dans l'attribution des poids et de concentrer l'analyse sur la qualité intrinsèque des propositions.

La méthodologie s'articule sur cinq (05) étapes successives.

- 1- Définition des sources de données pour l'analyse comparative ;
- 2- Choix des secteurs d'analyse (grille sectorielle) ;
- 3- Choix des critères d'évaluation ;
- 4- Extraction et codage des propositions sectorielles ;
- 5- Pondération des critères d'évaluation.

1^{ère} étape : Définition des sources de données

La première consiste à définir clairement les alternatives étudiées, c'est-à-dire les programmes électoraux des candidats en lice, en se limitant à leurs documents officiels et à des déclarations publiques vérifiables. L'ensemble constitue le corpus primaire sur lequel repose l'analyse. Ce corpus est complété par des sources secondaires issues d'institutions financières internationales telles que le Fonds Monétaire International ou la Banque Mondiale, afin de contextualiser certaines propositions et de vérifier leur réalisme.

**Figure 3-1: Synthèse de la méthodologie d'évaluation**

*

Source : construction des auteurs.



2^{ème} étape : Construction d'une grille sectorielle

La deuxième étape est la construction d'une grille sectorielle qui permet de classer chaque proposition dans le secteur concerné. Cette grille couvre les principaux domaines de la vie économique (Croissance du PIB, structure du PIB, inflation, taux de change, balance de paiement, réserve de change, taux d'épargne et d'investissement, recettes et dépenses publiques, solde budgétaire, dette publique, capacité de financement, partenariats public-privé, masse monétaire, crédit à l'économie, taux d'intérêt, banque et assurance, agriculture, élevage et chasse, sylviculture et exploitation forestière, pêche et aquaculture, ressources naturelles et extraction, industries manufacturières, industrie alimentaire, construction, électricité, gaz et énergie, eau et assainissement, commerce, transport, hébergement et restauration, TIC et numérique, assurance, population active et taux de participation, emploi, taux de chômage, productivité de la main d'œuvre, migration et transfert des fonds, pauvreté, inégalités, santé, éducation, accès aux services de base, protection sociale, utilisation du sol, émission CO2, énergies renouvelables, déforestation/reboisement, vulnérabilité au changement climatique, corruption, bureaucratie, facilité de faire des affaires, justice et droit de l'homme et stabilité et sécurité). Pour chaque secteur, les propositions sont codées sous forme d'unités d'analyse, correspondant à une action ou une mesure concrète identifiable dans le programme.

3^{ème} étape : Choix des critères d'évaluation des politiques sectorielles

La troisième étape consiste à appliquer la grille de critères transversaux. Cinq critères sont retenus : la pertinence, la faisabilité, l'impact, la capacité et l'expérience. Chacun de ces critères est noté sur une échelle allant de 0 à 4, selon un barème préétabli (la méthodologie est présentée en annexe 1). La pertinence mesure l'adéquation de la proposition avec les besoins économiques et sociaux identifiés par les diagnostics macroéconomiques et les stratégies nationales. La faisabilité évalue la probabilité de mise en œuvre de la proposition compte tenu du contexte budgétaire, institutionnel et réglementaire. L'impact estime les effets attendus sur la croissance, l'emploi, le bien-être et la soutenabilité économique et sociale. La capacité examine l'existence des moyens



humains, techniques et institutionnels nécessaires pour traduire la proposition en action concrète. Enfin, l'expérience mesure la durée de vie du parti politique (de la date de création jusqu'à nos jours). Le choix de ce critère est fondé sur les travaux portant sur les caractéristiques des dirigeants (Rose, 1984 ; Panebianco, 1988 ; Mair, 1997 ; Pickard, 2021). Ce barème est construit pour réduire la subjectivité, permet d'assurer une comparabilité intersectorielle et inter-programmes. Chaque proposition se voit ainsi attribuer un total compris entre 0 et 20 points, somme des cinq critères.

4ème étape : Extraction et codage des propositions sectorielles dans les programmes

L'étape suivante est celle de l'extraction et du codage. Pour chaque programme, les propositions sont extraites et enregistrées dans une matrice sectorielle, accompagnées de la citation originale. Ce travail est réalisé par au moins deux évaluateurs afin de réduire les biais d'interprétation. Lorsqu'une divergence de plus d'un point est observée entre les notations des deux évaluateurs, une discussion est organisée afin de parvenir à un consensus ; si nécessaire, un troisième arbitre intervient pour trancher. Ce protocole vise à assurer la fiabilité et la transparence du processus de codage. Toutes les décisions de codage et les justifications des notes sont consignées dans un journal de bord méthodologique³.

5ème étape : Pondération des critères d'évaluation

La pondération des critères constitue une étape cruciale dans les méthodes MCDA. Toutefois, pour cette étude, le choix a été fait d'appliquer une pondération égale à chacun des cinq critères. Ce choix s'explique par le souci d'éviter l'arbitraire lié à l'attribution de poids subjectifs et par la volonté de privilégier une approche simple et reproductible. Ainsi, chaque critère représente 20 % du score global d'une proposition, et l'agrégation s'effectue par la somme des scores obtenus. Cette méthode, bien que simplifiée, conserve une robustesse analytique car elle permet de comparer les propositions sur une base commune tout en réduisant la complexité des calculs. Elle s'inscrit dans la logique décrite par Belton et Stewart (2002), qui soulignent l'importance de l'équilibre

3. Document disponible sur demande.



entre rigueur analytique et facilité d'utilisation pour garantir la pertinence des analyses multicritères appliquées aux politiques publiques.

Une fois les scores attribués, l'agrégation s'effectue en deux temps. D'abord, les scores sont regroupés par secteur afin de dégager une moyenne sectorielle pour chaque candidat. Ensuite, une agrégation globale est réalisée pour obtenir un score total par candidat, permettant de comparer la solidité économique de leurs programmes respectifs. Dans ce processus, chaque secteur a le même poids, ce qui garantit une équité dans l'évaluation. Ce choix méthodologique permet de rendre visible la performance globale tout en mettant en lumière les forces et les faiblesses sectorielles de chaque programme.

3.2-MÉTHODES DE CONTRÔLE ET D'ASSURANCE QUALITÉ DES RÉSULTATS

Pour garantir la qualité des résultats, plusieurs mécanismes de contrôle sont intégrés. Un contrôle de fiabilité inter-codage est effectué, en s'appuyant sur des mesures de cohérence telles que le coefficient kappa, afin d'évaluer le degré d'accord entre évaluateurs. Des analyses de sensibilité sont également conduites pour examiner dans quelle mesure les résultats changeraient si l'on modifiait légèrement les notations ou si l'on introduisait des pondérations alternatives. Cette démarche vise à s'assurer que les conclusions sont robustes et ne dépendent pas d'hypothèses trop fragiles.

Cette méthodologie présente certaines limites qu'il convient de souligner. Le scoring reste un exercice de simplification qui ne peut rendre compte de toute la complexité des programmes politiques. Certains choix de codage peuvent refléter des biais interprétatifs, malgré les mécanismes de double codage. De plus, l'absence de pondération différenciée des critères ou des secteurs peut être critiquée, mais ce choix a été fait au bénéfice de la neutralité et de la transparence. Les programmes électoraux, souvent rédigés de manière générale ou imprécise, limitent aussi la capacité d'évaluation fine. Ces limites ne remettent pas en cause l'intérêt de la méthode, mais appellent à une interprétation prudente des résultats et à un usage complémentaire d'analyses qualitatives.



En définitive, cette méthodologie, fondée sur une grille sectorielle, un barème standardisé, un protocole de codage rigoureux et une agrégation transparente des scores, permet de comparer de manière structurée et objective les programmes économiques des candidats à l'élection présidentielle. Elle s'inscrit dans la lignée des travaux de référence en analyse multicritère (Belton & Stewart, 2002 ; Keeney & Raiffa, 1976 ; Saaty, 1980), tout en adaptant leurs principes aux contraintes spécifiques d'une évaluation électorale dans le contexte camerounais. En rendant visibles les convergences et divergences sectorielles, ainsi que la crédibilité des propositions, elle contribue à éclairer le débat public sur les enjeux économiques de l'élection.

3.3-LIMITES MÉTHODOLOGIQUES

Cette étude a été réalisée dans un laps de temps relativement court sur 10 jours (entre 15 septembre et le 25 septembre 2025). Une période d'analyse plus longue et initiée en amont aurait non seulement permis une analyse approfondie des programmes des candidats à l'élection présidentielle, mais également d'offrir à ces derniers la possibilité d'effectuer une auto-évaluation de leur proposition et d'apporter des ajustements nécessaires. Par ailleurs, compte tenu du caractère pédagogique cette analyse mériterait d'être prolongée sur d'autres dimensions en dehors du prisme purement économique.

De plus, l'évaluation n'a pu être réalisée que sur 10 candidats au lieu de 12 comme initialement annoncée. En effet, il a été difficile d'avoir accès aux programmes politiques complets de deux partis politiques notamment, l'UNDP et l'UDC. Cependant, pour l'UNDP une analyse des thématiques clés a été réalisée sur la base du manifeste d'une page disponible sur la plateforme officielle en ligne.



IV-

ANALYSE SECTORIELLE DES PROGRAMMES

Cette section repose sur la mise en œuvre de la méthodologie d'analyse multicritère (MCDA) susmentionnée. Les figures 4.1 et 4.2 synthétisent les scores attribués aux douze candidats selon six grands secteurs : conjoncture macroéconomique, secteur financier, secteur productif, développement social, environnement et durabilité, et gouvernance et institutions. Ces scores, allant de 0 à 20, permettent de comparer objectivement la pertinence, la faisabilité, l'impact, la capacité des propositions politiques et l'expérience des partis. L'analyse qui suit vise à interpréter ces résultats en les replaçant dans le contexte économique et social camerounais, tel que décrit dans le document.

La figure 4.1 présente le score global de chaque parti, calculé comme la moyenne des scores obtenus dans les six secteurs d'évaluation. Le score maximal possible est de 20. Les résultats font apparaître une hiérarchisation nette des programmes en trois groupes distincts.

- **Groupe 1 : Les programmes à scores intermédiaires supérieurs (entre 11 et 16)**

Ce groupe comprend le **RDPC⁴ (13,05)** et le **SDF (11,67)** qui se hissent en tête de liste. Ces partis présentent les programmes économiquement les plus élaborés. Le score du RDPC suggère un programme qui s'appuie sur une connaissance approfondie de l'appareil d'État et des équilibres macroéconomiques actuels, avec une feuille de route détaillée pour la mobilisation des ressources et le financement des projets, ce qui traduit une approche intégrée et techniquement solide, capable de concilier stabilisation macroéconomique et progrès social. Par ailleurs, du fait de son expérience au pouvoir, le RDPC bénéficie d'expertises multiformes, notamment de la part d'acteurs nationaux et internationaux (FMI,

4. Le RDPC étant le parti au pouvoir a fait l'objet d'une double évaluation. En effet, à travers son document de référence de politique économique qu'est la Stratégie Nationale de Développement (SND30), il a été évalué non pas seulement sur ses propositions de politique mais également sur ses réalisations à mi-parcours.



Banque mondiale, Banque africaine de développement, etc.). Il s'agit là d'un avantage significatif, compte tenu du coût élevé de ces expertises, qui sont généralement prises en charge par les bailleurs de fonds. Cet accès privilégié constitue un atout que ses concurrents ne possèdent pas. Dans le même sens, le SDF démontre une compréhension solide des enjeux de croissance et de diversification économique. Ceci en raison de leur expérience, et de la connaissance de l'environnement en matière de gouvernance économique.

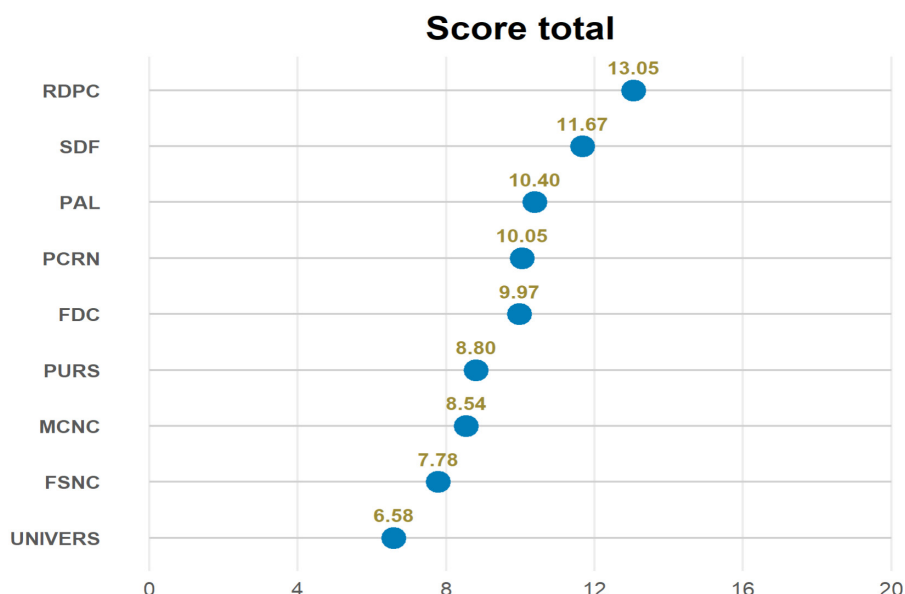
- **Groupe 2 : Les programmes à scores intermédiaires inférieurs (entre 8 et 11)**

Ce groupe rassemble le **PAL (10,40)**, le **PCRN (10,05)**, le **FDC (9,97)**, le **PURS (8,80)** et le **MCNC (8,54)**. Les programmes de ces partis contiennent des éléments positifs, cependant il subsiste quelques insuffisances dans la précision des mécanismes de financement, la cohérence des projections de croissance ou la profondeur de l'analyse sectorielle. Le PAL et le PCRN se démarquent, indiquant la crédibilité des propositions de gouvernance économique. Le score du FDC, bien que proche de celui du PAL et du PCRN reflète une vision stratégique pertinente mais un calendrier de mise en œuvre moins détaillé ou une sous-estimation des contraintes budgétaires. Le score du MCNC qui se situe au seuil de 8,54 s'explique par des contraintes techniques liées aux finances publiques et à la structuration économique et du manque d'expérience.

- **Groupe 3 : Les programmes à scores faibles (inférieur à 8)**

Ce groupe est constitué du **FSNC (7,78)** et de l'**UNIVERS (6,58)**, dont les programmes présentent une absence de proposition allant dans le financement ou de la viabilité financière. Plus précisément, leurs scores s'expliquent par des hypothèses de croissance optimistes non étayées, ou des omissions des détails cruciaux sur la manière de générer les recettes nécessaires au financement des objectifs.

Figure 4-1 : Scores généraux des programmes des partis politiques



Note : ce score varie de 0 à 20 (du plus faible au plus élevé). Il s'agit de la moyenne des six grands secteurs identifiés (à pondération égale) : conjoncture macroéconomique, secteur financier, secteur productif, développement social, environnement et durabilité et gouvernance et institution.

Au-delà de ce score global, il existe une forte hétérogénéité entre les partis politiques, reflétant la disparité des centres d'intérêts et des orientations stratégiques. L'examen détaillé des performances par secteur (Figure 4.2) révèle une cartographie précise des compétences programmatiques des différents partis. Le RDPC établit sa supériorité technique par une constance sur la majorité des six dimensions évaluées, avec des scores supérieurs à 11 points⁵. Cette régularité démontre une vision intégrée du

5. La grille de lecture pour cette analyse est la suivante :

- **Un score élevé (supérieur à 16)** dans un secteur indique que le parti propose des mesures très pertinentes, faisables, impactantes et soutenues par des capacités institutionnelles solides dans ce domaine.
- **Un score intermédiaire supérieur (entre 11 et 16)** signale des propositions intéressantes mais comportant des lacunes sur au moins un critère (souvent la faisabilité financière ou la capacité de mise en œuvre).
- **Un score intermédiaire inférieur (entre 8 et 11)** indique des propositions comportant des lacunes sur plus de deux critères.



développement, capable d'articuler stabilisation macroéconomique et progrès social dans un cadre institutionnel rénové. Le parti fait preuve d'un équilibre exceptionnel entre ambition réformatrice et réalisme budgétaire. Les autres partis affichent des spécialisations plus nettes, révélant leurs choix stratégiques en matière d'orientation politique et de vision du développement.

➤ **Conjoncture macroéconomique**

Ce secteur évalue la capacité des programmes à assurer la stabilité macroéconomique, maîtriser les équilibres budgétaires, contenir l'inflation et gérer la dette publique. À l'observation des faits, les résultats montrent que le RDPC (12.50) et le PURS (11.33) atteignent des scores intermédiaires supérieurs. Ces résultats traduisent une prise en compte notable des enjeux macroéconomiques, bien que certaines limites subsistent, respectivement en matière de faisabilité et d'expérience. Le PCRN (9.50), le FDC (8.83), le SDF (8.50), le FSNC (8.50) et le PAL (8.17) se situent dans la catégorie des scores intermédiaires inférieurs. Leurs propositions couvrent plusieurs aspects macroéconomiques mais présentent des insuffisances sur au moins deux critères, limitant la solidité globale de leurs programmes. Enfin, le MCNC (7.17) et l'UNIVERS (3.17) obtiennent des scores faibles. Ces résultats reflètent des propositions limitées, parfois absentes, non chiffrées, non planifiées ou insuffisamment reliées aux réalités macroéconomiques.

➤ **Finances publiques**

Ce secteur évalue la capacité de financement, le niveau de dette publique, le solde budgétaire, les recettes et dépenses et le taux d'épargne et d'investissement. Le RDPC (13.20) et le SDF (13.20) affiche les scores intermédiaires supérieurs. Ces performances traduisent une forte prise en compte des questions liées à la discipline budgétaire et à la soutenabilité des finances publiques. Un autre groupe comprend le FDC (11.00), le PAL (10.60), le MCNC (10.40), le PCRN (10.20), le FSNC (10.00) et le PURS(9.00). Leurs scores intermédiaires inférieurs reflètent

-
- **Un score faible (inférieur à 8)** reflète des propositions non chiffrées, parfois absentes, déconnectées des enjeux et/ou les modalités de mise en œuvre sont inexistantes.



une intégration réelle des enjeux financiers, mais avec certaines limites relevées sur la faisabilité, la capacité institutionnelle ou la précision des propositions. L'UNIVERS (6.00) obtient un score faible, ce qui reflète une présence limitée de propositions détaillées ou planifiées sur la gestion des finances publiques.

➤ **Secteur financier**

Le secteur financier analyse cinq dimensions : la masse monétaire, le crédit à l'économie, le taux d'intérêt, banque et assurance et partenariats publics privés. Les résultats montrent que le RDPC (11.80) atteint un score intermédiaire supérieur, traduisant une couverture relativement complète des enjeux financiers, mais avec des limites identifiées, notamment sur la faisabilité budgétaire et la capacité institutionnelle. Le FDC (10.40) et le PAL (10.40) se situent dans la catégorie des scores intermédiaires inférieurs. Leurs propositions sont présentes mais présentent des lacunes sur plus de deux critères, limitant ainsi la robustesse globale de leurs programmes. Le PCRN (8.80) et le MCNC (8.40) obtiennent des scores intermédiaires inférieurs, reflétant une prise en compte partielle des dimensions financières, mais avec des insuffisances marquées dans la planification et la mise en œuvre. Le PURS (7.80), le SDF (7.40), le FSNC (5.60) et l'UNIVERS (3.60) affichent des scores faibles. Ces résultats traduisent des programmes où certaines propositions sont absentes, insuffisamment chiffrées, ou manquent de modalités claires de mise en œuvre.

➤ **Secteur Productif**

Ce secteur se décline en 14 dimensions : agriculture, élevage et chasse, sylviculture et exploitation forestière, pêche et aquaculture, ressources naturelles, industrie alimentaire, construction, électricité gaz et énergie, eau et assainissement, commerce, transport, hébergement et restauration, TIC et numérique et assurance. Les résultats montrent que le RDPC (13.13) et le SDF (12.40) atteignent des scores intermédiaires supérieurs. Ces performances reflètent une prise en compte large des enjeux productifs, mais comportent certaines limites identifiées sur les critères de faisabilité et de capacité institutionnelle. Le FDC (10.27), le PCRN (10.13), le PAL (9.80) et le MCNC (8.53) se situent dans la catégorie des scores intermédiaires inférieurs. Leurs programmes intègrent des propositions significatives dans



plusieurs sous-secteurs productifs, mais présentent des lacunes sur plus de deux critères, notamment la précision budgétaire, l'impact attendu et les modalités de mise en œuvre. Enfin, le UNIVERS (7.33), le FSNC (7.13) et le PURS (6.47) affichent des scores faibles. Leurs propositions apparaissent limitées, parfois non chiffrées ou insuffisamment planifiées, et couvrent de manière partielle les dimensions clés du secteur productif.

➤ Développement Social

Ce secteur évalue la population active et le taux de participation, le niveau d'emploi, la productivité de la main d'œuvre, les migrations et transferts des fonds, la pauvreté, les inégalités, la santé, l'éducation, l'accès aux services de base et la protection sociale. Les résultats indiquent que le RDPC (13.55) et le SDF (13.00) obtiennent des scores intermédiaires supérieurs. Leurs programmes couvrent un large éventail de thématiques sociales, même si des limites sont relevées sur les critères de faisabilité et de capacités institutionnelles. Le PAL (12.00) se situe également dans cette catégorie, traduisant une attention soutenue portée aux politiques sociales. Un autre groupe ayant des scores intermédiaires inférieurs rassemblant l'UNIVERS (10.36), le FDC (10.27), le PCRN (10.09), le PURS (10.00) et le FSNC (9.82), dont les programmes intègrent des propositions significatives mais présentent des faiblesses sur au moins deux critères (faisabilité, impact, capacité ou expérience). Le MCNC (8.27) obtient le score le plus faible du secteur, traduisant une couverture plus restreinte et des propositions limitées ou incomplètes.

➤ Environnement et Durabilité

Ce secteur évalue cinq principales dimensions : l'utilisation du sol, vulnérabilité au changement climatique, déforestation et reboisement, utilisation des énergies renouvelables et les émissions de CO₂. Les résultats montrent que le RDPC (13,20), le SDF (11,60) et le PAL (11,60) obtiennent des scores intermédiaires supérieurs. Leurs programmes intègrent une couverture élargie des enjeux environnementaux, même si des limites subsistent en termes de capacités institutionnelles nécessaires à la mise en œuvre. Le PCRN (10,20) et le FDC (9,40) se situent dans la catégorie des scores intermédiaires inférieurs. Leurs propositions sont présentes mais affectées par une faisabilité limitée et des



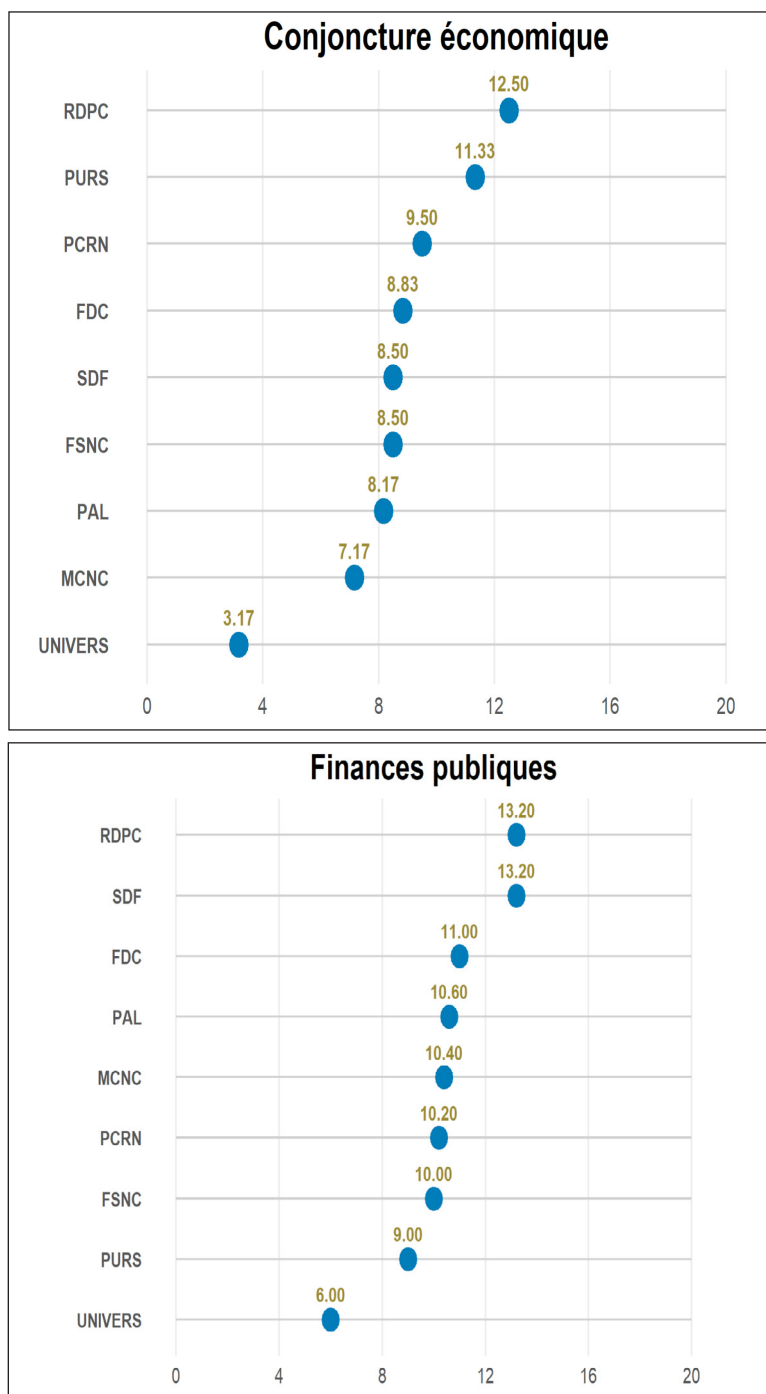
capacités institutionnelles jugées insuffisantes. Le MCNC (6,80), le PURS (6,60), l'UNIVERS (3,60) et le FSNC (3,60) affichent des scores faibles. Ces résultats traduisent une couverture restreinte ou incomplète des enjeux environnementaux, avec des propositions souvent non chiffrées, peu planifiées ou insuffisamment reliées aux priorités identifiées.

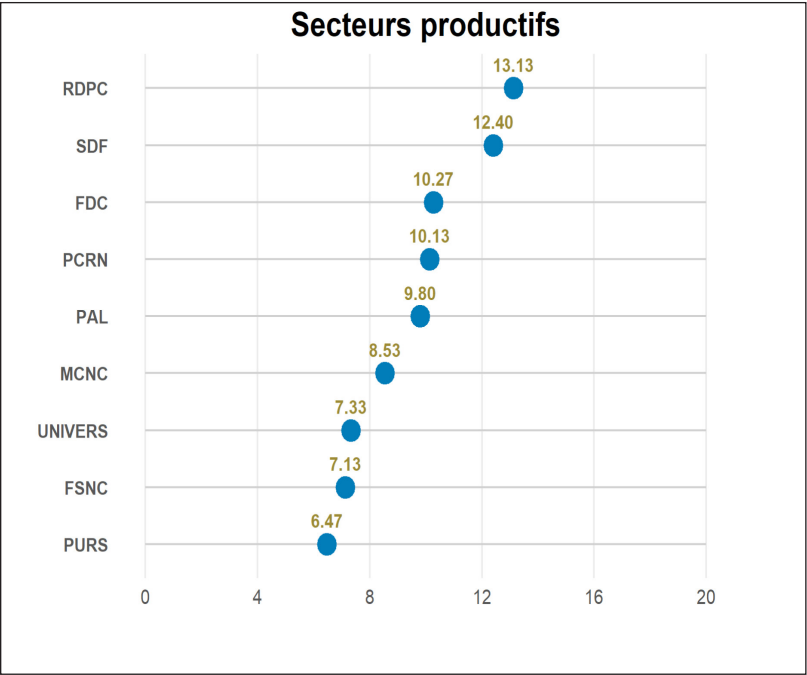
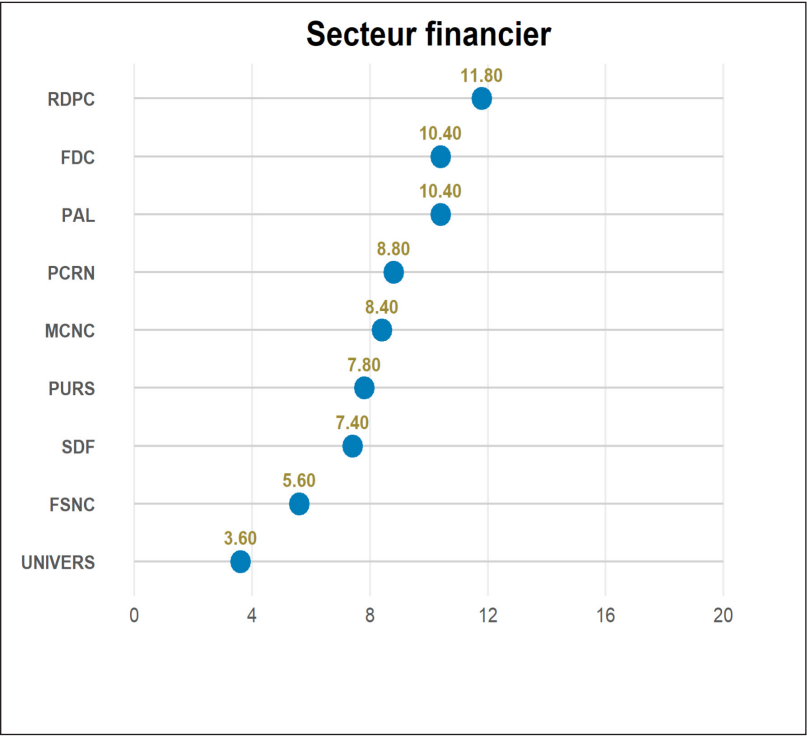
➤ **Gouvernance et Institutions**

Cette section évalue le niveau de corruption, la qualité de la bureaucratie, la facilité de faire les affaires, la justice et droits de l'homme et la stabilité et sécurité. Les résultats indiquent que le SDF (15.60) et le RDPC (14.00) obtiennent des scores intermédiaires supérieurs. Ces résultats traduisent une forte prise en compte des enjeux institutionnels et de gouvernance, appuyée par une expérience politique affirmée et une attention particulière accordée à ce domaine. Le groupe intermédiaire comprend l'UNIVERS (12.00), le PCRN (11.40), le PURS (10.40), le PAL (10.20) et le MCNC (10.20). Leurs scores reflètent une présence notable de propositions en matière de gouvernance, mais avec des limites identifiées, notamment en termes de faisabilité ou de mécanismes opérationnels de mise en œuvre. Le FSNC (9.80) et le FDC (9.60) affichent les scores les plus bas, traduisant une couverture plus restreinte ou moins détaillée des différentes dimensions institutionnelles.



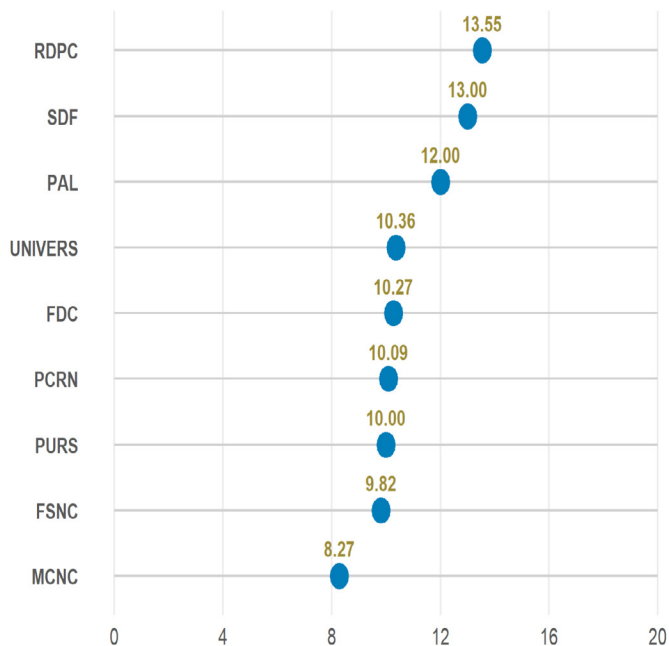
Figure 4-2 : Score de crédibilité sectoriel des programmes politiques



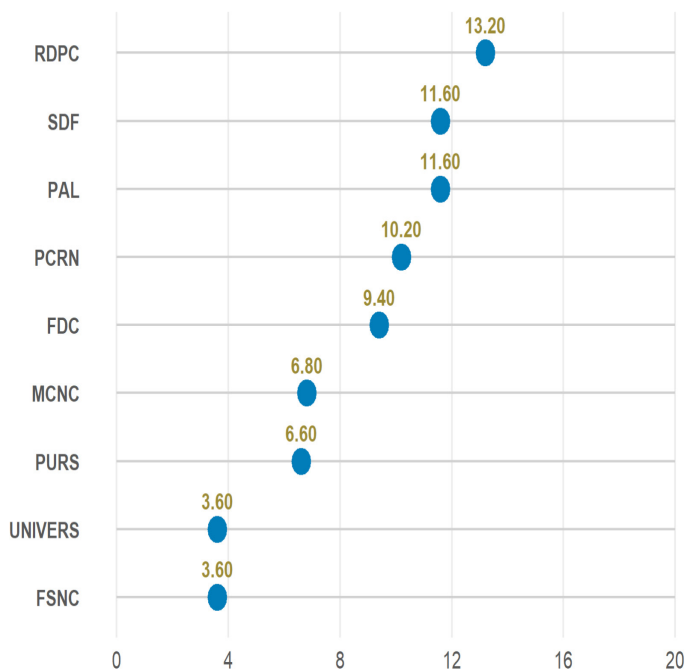


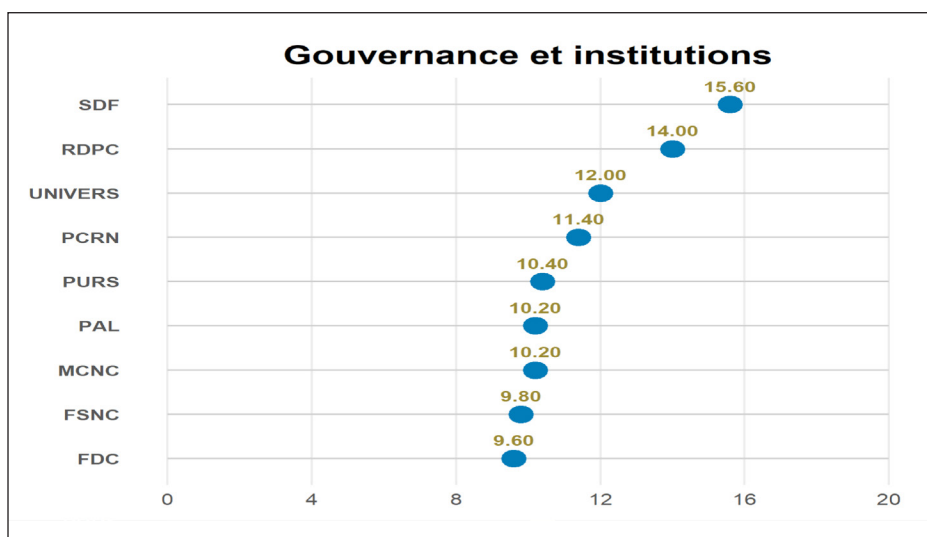


Développement social



Environnement et durabilité





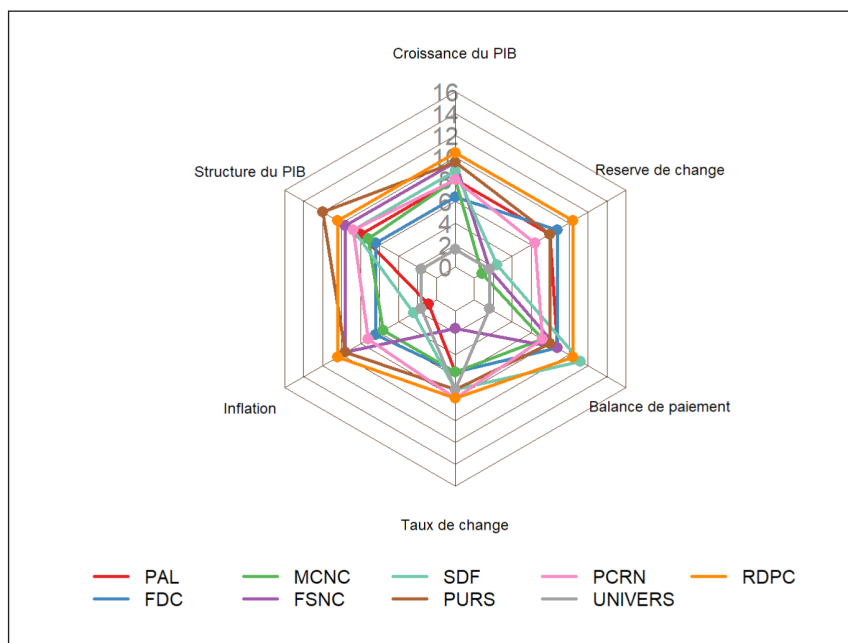
Source : construction des auteurs à partir des informations des manifestes des candidats aux élections présidentielles du 12 octobre 2025.

Les figures suivantes présentent les scores obtenus par les différents programmes des parties dans les sept secteurs retenus. La figure radar 4.3 ci-dessous révèle des approches différenciées des partis politiques dans leur gestion des équilibres macroéconomiques fondamentaux. Le score le plus élevé s'observe sur les indicateurs de structure du PIB (≈ 12), traduisant une attention portée à la stimulation de l'activité économique et à la transformation structurelle. En revanche, les performances sont généralement plus modestes sur les indicateurs de taux de change et d'inflation, signalant une priorisation moindre des mécanismes de stabilisation à court terme. Les polygones du RDPC et du PURS sont équilibrés dus à une vision complète intégrant à la fois croissance et stabilité, tandis que le PAL affiche un profil similaire avec quelques manquements sur certains secteurs (inflation). Le FDC et le PCRN adoptent une trajectoire avec des pics prononcés sur les secteurs de réserves de changes et de structure du PIB. Le SDF présente une trajectoire avec des performances irrégulières selon les indicateurs. Cette configuration reflète des priorités sectorielles marquées et une approche sélective des enjeux macroéconomiques. Les partis restants (MCNC, FSNC, UNIVERS) montrent des trajectoires plus déséquilibrées, avec des forces sectorielles mais des lacunes marquées. Ces profils indiquent soit des programmes moins détaillés sur les aspects



macroéconomiques, soit une focalisation sur un nombre limité d'indicateurs spécifiques. Les différentes trajectoires révèlent un paysage programmatique diversifié où coexistent des approches globales et des visions partielles.

Figure 4-3 : Classification des programmes selon la prise en compte de la conjoncture économique



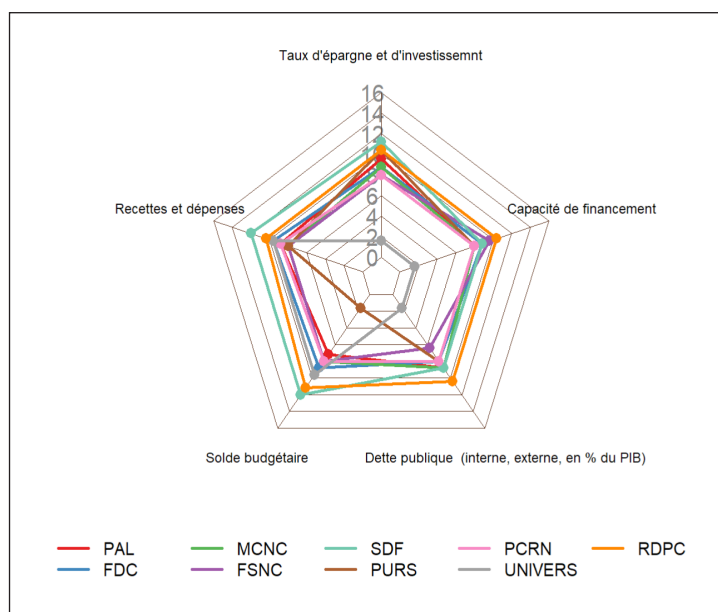
Source : construction des auteurs à partir des informations des manifestes des candidats aux élections présidentielles du 12 octobre 2025.

Ensuite, l'analyse du radar relatif aux finances publiques (figure 4.4) révèle des orientations distinctes parmi les partis politiques concernant la gestion des ressources de l'État. Les indicateurs liés aux recettes et dépenses publiques ainsi qu'au cadre de financement obtiennent généralement les scores les plus élevés, indiquant une attention particulière portée à l'optimisation fiscale et à la mobilisation des ressources budgétaires. En revanche, les scores sont plus modérés sur les indicateurs de la dette publique, suggérant une approche plus prudente ou moins détaillée sur la soutenabilité financière à long terme. Le RDPC présente un profil financier avec des scores homogènes sur l'ensemble des indicateurs. Cette approche reflète une continuité dans la gestion



budgétaire, privilégiant la stabilité financière dans un contexte de contraintes multiples. Le PAL a des scores élevés sur les indicateurs de recettes et dépenses ainsi que sur le taux d'épargne et d'investissement. Le polygone du SDF quant à lui montre des scores modérés sur la plupart des dimensions, avec un accent sur le solde budgétaire et les recettes. Le FDC obtient des résultats variables, avec des performances marquées sur certains indicateurs que sur d'autres. Ce qui indique des priorités différenciées en matière de politique financière. Les partis MCNC, FSNC, PCRN et UNIVERS présentent des scores généralement inférieurs sur l'ensemble des indicateurs. Cette situation pourrait refléter soit une focalisation sur d'autres domaines d'action politique, soit des difficultés à formuler des propositions précises en matière de gestion des finances publiques.

Figure 4-4 : Classification des programmes selon la prise en compte des finances publiques



Source : construction des auteurs à partir des informations des manifestes des candidats aux élections présidentielles du 12 octobre 2025.

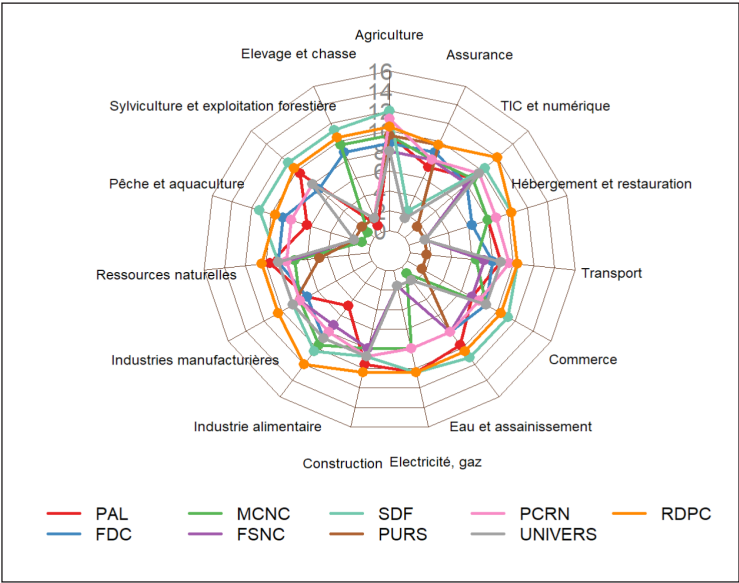
En outre, l'analyse des secteurs productifs dans les programmes politiques met en évidence une diversité d'approches parmi les partis camerounais face aux enjeux de transformation



structurelle de l'économie (figure 4.5). Le contexte est marqué par la prédominance du « tertiaire du pauvre », le recul historique du secteur secondaire passé d'environ 37 % à 20 % du PIB depuis les années 1980 et une dépendance accrue aux importations de biens manufacturés. Dans ce contexte, les programmes s'inscrivent dans une logique de continuité autour des projets structurants. Des scores élevés sont enregistrés par le RDPC dans les TIC et numérique et l'industrie alimentaire, traduisant une orientation axée sur le renforcement des capacités existantes. Le SDF affiche des scores élevés dans les secteurs d'agriculture, d'élevage et de chasse, de sylviculture et d'exploitation forestière, de pêche et d'aquaculture, ainsi que du commerce. Cette orientation reflète leur vision de valoriser les chaînes de valeur liées aux ressources naturelles, perçues comme leviers potentiels de transformation économique. Le PAL affiche des performances élevées dans les domaines de la construction, de l'électricité, des ressources naturelles, de l'eau et assainissement, et de la sylviculture, ce qui révèle une orientation centrée sur les infrastructures de base et la gestion durable des ressources nationales. Par ailleurs, le FDC et le PCRN obtiennent des scores modérés et déséquilibres dans les différents secteurs. Les partis MCNC et FSNC présentent des profils modestes, avec une couverture inégale des différents sous-secteurs. Leur approche privilégie certains domaines comme l'agriculture et l'élevage, tout en accordant moins d'attention aux secteurs d'hébergement et restauration et de transport. L'UNIVERS enregistre des performances faibles particulièrement dans les secteurs d'élevage, d'assurance, d'hébergement et d'électricité.



Figure 4-5 : Classification des programmes selon la prise en compte des secteurs productifs

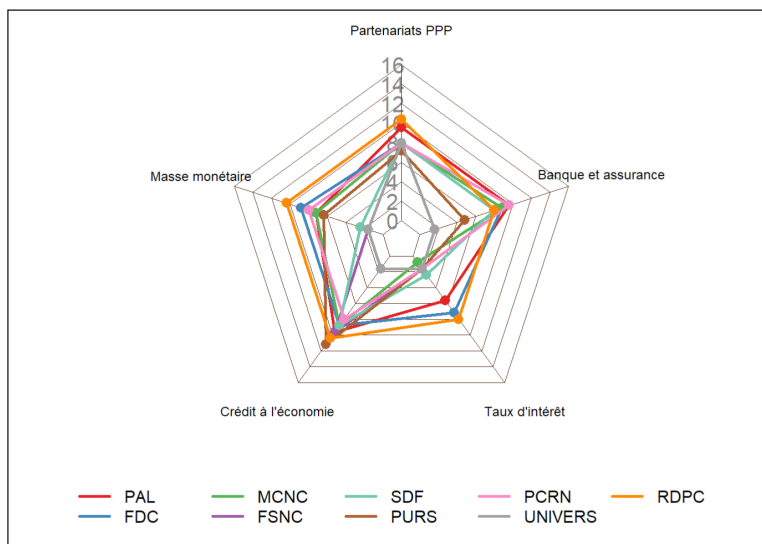


Source : construction des auteurs à partir des informations des manifestes des candidats aux élections présidentielles du 12 octobre 2025.

La figure 4.6 présente une classification des partis politiques selon leur prise en compte du secteur financier dans leurs programmes. On observe une répartition nette en quatre groupes distincts. Le RDPC, le PAL et le FDC ont la position la plus forte, accordant une importance majeure aux mécanismes financiers. Le MCNC et le FSNC occupent une position moyenne, avec une considération modérée du secteur financier. Le SDF et le PURS quant à eux affichent une position modérée, témoignant d'une approche plus prudente. Enfin, le PCRN et l'UNIVERS se situent dans la position la plus faible, indiquant une attention limitée à ces aspects financiers. Malgré la prise en compte d'autres secteurs financiers clés tels que le rôle des banques et assurances, l'octroi de crédit à l'économie et la gestion des taux d'intérêt, les partis en position forte privilégient les mécanismes de marché et les partenariats public-privé, tandis que ceux en position faible semblent accorder moins d'importance aux acteurs financiers privés dans leurs stratégies de développement.



Figure 4-6 : Classification des programmes selon la prise en compte du secteur financier



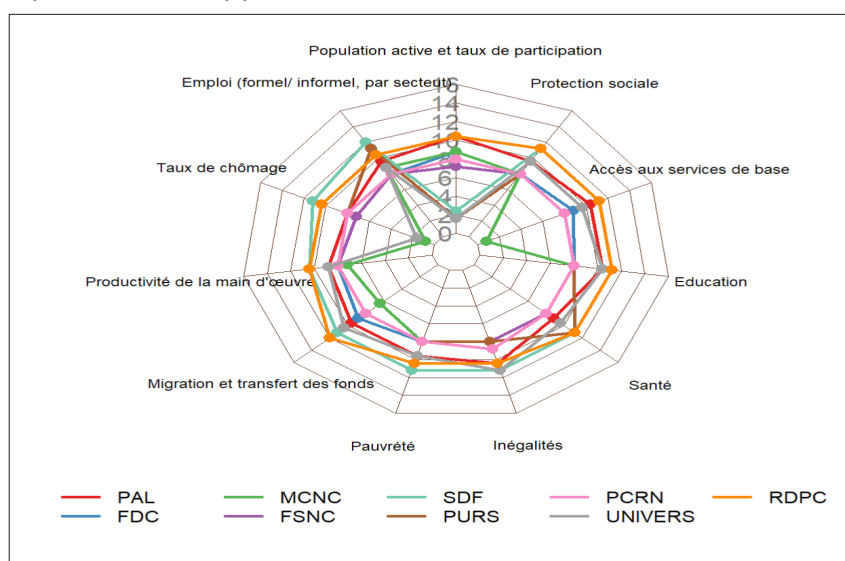
Source : construction des auteurs à partir des informations des manifestes des candidats aux élections présidentielles du 12 octobre 2025.

L'analyse de la figure 4.7 révèle une performance globalement élevée sur les indicateurs traditionnels (éducation, santé, emploi) que sur les indicateurs structurels (taux de participation, chômage). L'emploi, la protection sociale, la santé, les inégalités, l'éducation et les transferts des fonds apparaissent comme des points d'attention constants dans l'ensemble des programmes. Cette configuration souligne l'ancrage des préoccupations sociales dans le débat électoral. Le RDPC et le PAL présentent les polygones démontrant une approche intégrée du développement social. Leurs programmes couvrent l'ensemble des indicateurs, avec des performances ancrées sur les secteurs d'éducation, d'accès aux services de base, d'emploi, et de santé. Le FDC et le PCRN ont des scores modestes et équilibrés dans tous les secteurs.

Le SDF présente un profil déséquilibré avec des performances élevées sur l'emploi, le chômage, les transferts des fonds et la pauvreté. Les partis MCNC et FSNC affichent des scores modérés sur la plupart des indicateurs sociaux. Leurs programmes accordent une attention à la population active et au taux de participation. L'UNIVERS et le PURS ont des polygones contractés, avec des scores faibles dans le secteur du développement social. Cette

situation reflète l'absence de propositions concrètes pour faire face aux défis sociaux complexes documentés dans l'analyse contextuelle.

Figure 4-7 : Classification des programmes selon la prise en compte du développement social



Source : construction des auteurs à partir des informations des manifestes des candidats aux élections présidentielles du 12 octobre 2025.

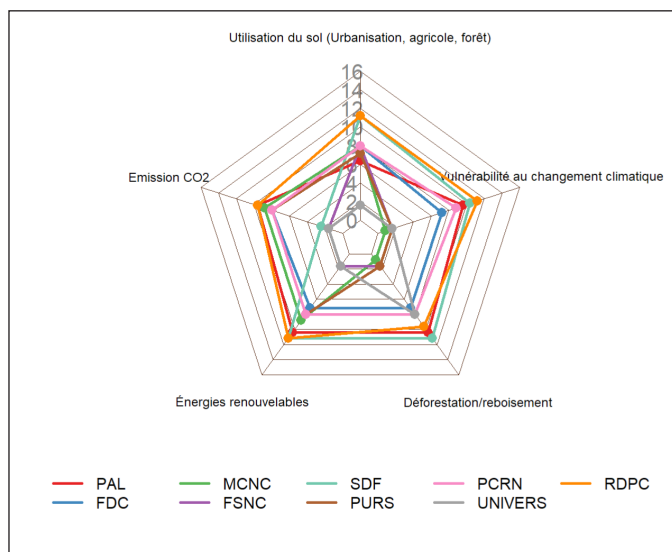
La figure 4.8 illustre l'importance que les partis politiques accordent réellement aux enjeux environnementaux. Le RDPC affiche une intégration partielle des enjeux environnementaux dans son programme, sans rupture avec les modèles établis. Son approche accorde une attention relative aux énergies renouvelables et à la réduction des émissions de CO₂, mais reste prudente sur les questions de déforestation ou de changement d'usage des sols, probablement pour ne pas compromettre les projets agricoles ou d'infrastructure. Cette modération est cohérente avec son orientation générale en faveur de la stabilité et d'une transition progressive.

Le SDF se distingue par un engagement sur les volets des énergies renouvelables et gestion durable des sols, en phase avec son profil réformateur. Son programme lie explicitement la durabilité environnementale à la justice sociale, sans toutefois détailler systématiquement les mécanismes de mise en œuvre,



notamment en matière de lutte contre la déforestation. Le PCRN quant à lui met l'accent sur certains enjeux comme les énergies renouvelables, mais des lacunes manifestes sur la déforestation et l'artificialisation des sols. Ce déséquilibre peut refléter une priorisation des questions énergétiques au détriment d'une vision intégrée de l'environnement. En revanche, le FDC montre une sensibilité aux problématiques liées à l'utilisation des sols et à l'émission de CO₂, sans toutefois construire un discours environnemental structuré. Son approche est motivée par des considérations économiques mais optimisée par l'usage des ressources plutôt que par une conviction écologique profonde. Par la suite, le PAL dans son programme articule les dimensions : agriculture durable, énergies renouvelables et réduction des émissions, mais la traduction opérationnelle reste dépendante des capacités administratives limitées. Enfin, les partis tels que le MCNC, le FSNC et le PURS montrent que leurs programmes restent basés sur les questions de déforestation, de transition énergétique ou de préservation des sols, ce qui révèle une difficulté à penser l'écologie comme un pilier de la politique publique.

Figure 4-8 : Classification des programmes selon la prise en compte de l'environnement et durabilité



Source : construction des auteurs à partir des informations des manifestes des candidats aux élections présidentielles du 12 octobre 2025.



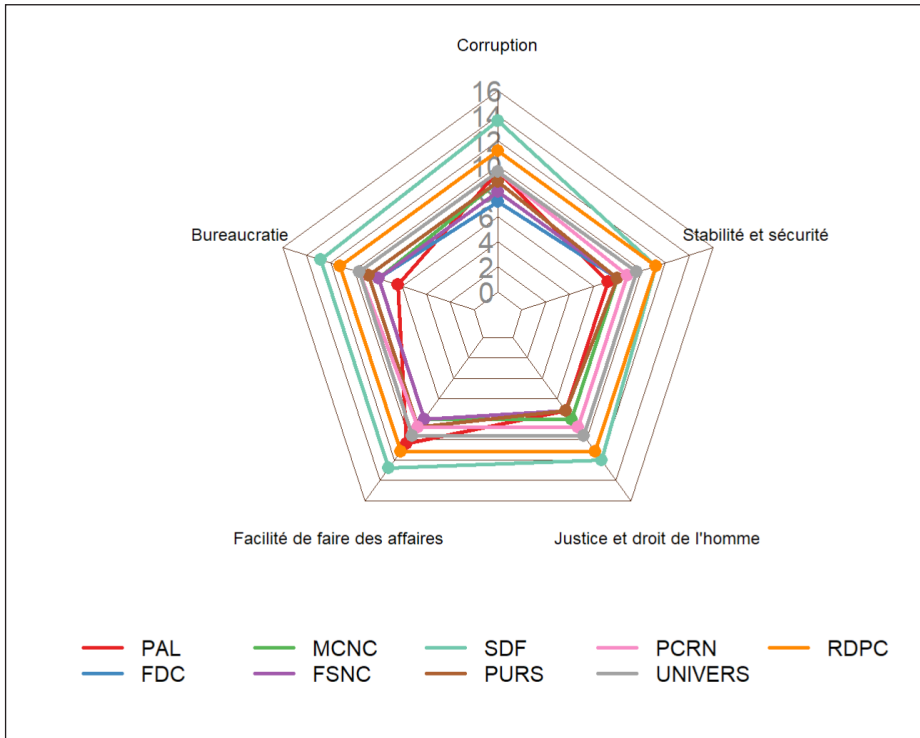
Le radar illustré par la figure 4.9 offre un aperçu concret des priorités de chaque parti politique en matière de gouvernance et d'institutions. Les cinq dimensions évaluées : corruption, bureaucratie, stabilité et sécurité, facilité de faire des affaires, et justice et droits de l'homme constituent des piliers essentiels pour évaluer la capacité des partis à améliorer l'efficacité de l'État, l'environnement économique et le respect des libertés fondamentales. Le RDPC affiche un profil marqué par une approche de continuité et de stabilité institutionnelle. Son positionnement reflète une priorité accordée à l'équilibre et à la sécurité dans la gestion bureaucratique, cohérente avec sa longévité au pouvoir. Cette orientation privilégie la prudence réformatrice face aux risques d'instabilité. Sa performance sur l'axe de la facilité de faire des affaires semble modérée, traduisant une reconnaissance des rigidités existantes sans proposition de rupture majeure. Sur le volet Justice et droits de l'homme, son faible score reflète les efforts à fournir dans ce domaine.

Le SDF a un score élevé sur la Justice et les droits de l'homme cela est conforme à son historique de défense des libertés et de l'alternance. Son approche de la bureaucratie penche vers un rééquilibrage en faveur de plus de transparence et d'efficacité, même si les moyens concrets pour y parvenir restent à préciser. La facilité de faire des affaires constitue un axe central de sa proposition, avec des pistes pour réduire les lourdeurs administratives qui entravent les entrepreneurs. Le PCRN présente un profil différent, avec un focus sur la dimension sécuritaire de la bureaucratie, mais des propositions moins détaillées sur la transformation des services publics. Malgré une proposition de réforme sur la justice, aucune feuille de route détaillée n'est précisée dans son programme. Le FDC montre une perception des obstacles bureaucratiques qui entravent le développement économique. Son positionnement suggère une volonté de simplifier radicalement les procédures administratives pour améliorer la facilité de faire des affaires. Cependant, son programme semble moins développé sur les questions de justice et de droits humains, laissant un angle mort dans sa vision de la gouvernance. Le PAL est aligné sur son projet économique global. Son approche de la bureaucratie vise à la fois l'efficacité et l'équilibre, mais se heurte aux mêmes contraintes de capacités administratives que celles documentées dans l'analyse économique. Le MCNC, le FSNC et les PURS affichent une absence de propositions concrètes pour



moderniser l'administration, améliorer le climat des affaires ou renforcer l'État de droit.

Figure 4-9 : Classification des programmes selon la prise en compte de la gouvernance et des institutions



Source : construction des auteurs à partir des informations des manifestes des candidats aux élections présidentielles du 12 octobre 2025.



V-

ANALYSE DES CONVERGENCES ET DIVERGENCES

Cette divergence de priorisation des partis politiques camerounais se caractérise également par une pluralité d'offres électorales et une compétition démocratique en maturation. La capacité des formations politiques à structurer un discours cohérent, porteur d'une vision claire et identifiable par l'électorat, constitue un enjeu central. L'analyse des discours programmatiques revêt ainsi une importance cruciale pour décrypter les orientations stratégiques, les priorités d'action et les valeurs fondamentales qui animent les différents candidats et partis en lice. Cette section se propose d'explorer systématiquement le paysage rhétorique des principales forces politiques camerounaises à travers une méthodologie innovante fondée sur l'analyse lexicale quantitative et qualitative.

L'approche adoptée ici repose sur l'examen approfondi des wordclouds (nuages de mots-clés) générés à partir d'un corpus exhaustif comprenant les manifestes électoraux, les discours programmatiques, les professions de foi et les principales déclarations publiques des candidats. Cette technique de visualisation des données textuelles permet d'objectiver la fréquence et l'importance relative des concepts mobilisés par chaque formation, offrant ainsi une cartographie fidèle des priorités affichées. Au-delà du simple repérage terminologique, cette méthode permet d'identifier les architectures sémantiques sous-jacentes, les réseaux de signification et les positionnements différentiels qui structurent l'espace du débat politique.

La période électorale actuelle, marquée par des défis socioéconomiques multidimensionnels exige des acteurs politiques qu'ils articulent des réponses précises et crédibles. L'analyse des mots-clés dominants dans leurs discours permet d'évaluer dans quelle mesure ces préoccupations sont intégrées dans leurs projets respectifs, et avec quel degré de priorisation ou d'originalité conceptuelle. Cette investigation sémantique s'organise autour de trois objectifs complémentaires :



- D'abord, identifier les thèmes consensuels qui transcendent les clivages partisans et forment le socle commun du débat politique national ;
- Ensuite, mettre en évidence les spécificités programmatiques qui distinguent chaque formation et fondent sa singularité dans l'offre électorale ;
- et enfin, révéler les absences significatives ou les impensés politiques qui pourraient caractériser certains discours.

La présente méthodologie combine plusieurs niveaux d'analyse : une approche individuelle détaillée pour chaque candidat, mettant en lumière la cohérence interne de son discours et sa philosophie politique sous-jacente ; une analyse comparative transversale permettant de dresser une typologie des familles politiques contemporaines ; et une modélisation graphique des relations thématiques qui illustre la proximité ou l'éloignement conceptuel entre les différentes formations.



Tableau 5-1 : Analyse des thématiques clés des programmes politiques

ATEKI SETA CAXTON



PAL





Le *wordcloud* du PAL reflète : une volonté de rupture et de renaissance nationale, une mise en avant de la jeunesse et du temps présent (“maintenant”), une insistance sur la justice, la vérité et le mérite, un discours de priorités et d’engagements clairs. Plus spécifiquement :

- 1 Il est dominé par le mot **Cameroun**, ce qui traduit une volonté de centrer le projet politique sur l’identité nationale et la refondation de l’État autour des intérêts du pays. Juste à côté, les termes **message** et **nouvelle** se démarquent, signifiant une ambition de rupture et de renouvellement du discours politique. Le candidat se positionne comme le porteur d’un projet inédit pour redonner espoir.
- 2 Les mots **priorités**, **engagements** et **vision** indiquent une structuration programmatique claire : le candidat veut montrer qu’il ne s’agit pas seulement de slogans mais d’objectifs hiérarchisés. On retrouve aussi des verbes d’action comme **réparer**, **rétablir**, **renaître**, **changer**, qui traduisent un langage de reconstruction, avec une dimension réparatrice et refondatrice.
- 3 L’aspect générationnel apparaît dans **génération**, **avenir** et **maintenant**, suggérant une insistance sur le rôle des jeunes et sur l’urgence d’agir sans attendre. Enfin, des valeurs comme **vérité** et **mérite** montrent une orientation éthique, marquée par la transparence et la justice.



BELLO BOUBA MAIGARI



UNDP

réhabilitation
présidentiel
réunification parlement président
fondamentales soumettrai
république constitution officielles
mémoire anglophone judiciaire
pouvoir famille accord chambre scrutin
prendrai générale véritable inclusif électoral
retour crimes national dépouille
compris comptes détenus suprême
dialogue résoudre connus réviserai garantie
honneur mesures accompagner mandat
mérites assurer abaisser donner réduire
fédéralisme amnistie funérailles
libertés cameroon meilleure
premier durablement pouvoirs
transformer indépendance renforcer
question particulier renouvelable
référendum
transparence



Le *wordcloud* de l'UNDP met en lumière une vision politique articulée autour de la transparence institutionnelle, de la réhabilitation républicaine et d'une volonté affirmée de réforme. Il révèle un discours structuré en trois axes majeurs : la restauration de la confiance publique, la refondation juridique, et l'engagement pour une gouvernance indépendante et responsable. Plus spécifiquement :

1. Réaffirmation républicaine et recentrage national: Les mots **république**, **président**, **national** et **véritable** traduisent une volonté de repositionner l'État comme pilier central, porteur d'une gouvernance authentique et tournée vers l'intérêt collectif. Ce registre souligne une ambition de légitimité et de souveraineté politique.
2. Engagement pour la transparence et la réforme : Les termes **réviserai**, **comptes**, **scrutin** et **transparence** expriment une posture volontariste de réforme, notamment dans la gestion publique et les processus électoraux. L'objectif est de restaurer la confiance citoyenne par une gouvernance responsable et lisible.
3. Réhabilitation institutionnelle et indépendance affirmée : Le mot **réhabilitation** évoque une dynamique de réparation et de restauration des structures. Associé à **indépendance** et **dialogue**, il reflète une volonté de rupture avec les dépendances extérieures et d'ouverture à une concertation inclusive pour refonder les bases de l'État.



BIYA PAUL



RDPC





Le *wordcloud* du RDPC reflète la primauté de la stabilité (paix, unité, cohésion nationale), la continuité du modèle économique (infrastructures, projets structurants, développement durable), une attention portée à la jeunesse et à l'emploi, mais dans une logique de continuité, une dimension sociale appuyée sur la solidarité et la justice, en complément du développement économique. Plus spécifiquement :

1. Le wordcloud du RDPC est dominé par les termes **Cameroun, paix, unité, et développement**, qui traduisent une rhétorique centrée sur la stabilité et la continuité. L'idée principale est de préserver la cohésion nationale et de maintenir l'ordre social comme conditions indispensables du progrès.
2. Les mots **jeunesse, emploi, et formation** témoignent d'une reconnaissance de l'importance de la démographie jeune du pays et de la nécessité de lui offrir des perspectives socio-économiques. Toutefois, ces thèmes apparaissent davantage comme un prolongement d'orientations déjà existantes que comme une rupture radicale.
3. On retrouve aussi des termes liés à la modernisation et à l'investissement, comme **infrastructures, économie, développement durable**, ou encore **projets structurants**, qui traduisent la poursuite d'un modèle économique basé sur les grands chantiers et les programmes phares.
4. Enfin, les notions de **solidarité, justice sociale, et progrès** s'inscrivent dans une vision d'accompagnement du développement par des politiques sociales, mais toujours dans le cadre d'un État garant de la continuité institutionnelle.

BOUGHA HAGBE JACQUES



MCNC





Le *wordcloud* du MCNC reflète une rhétorique de rupture et de transformation, centrée sur la libération politique, la reconstruction nationale, et la prospérité collective. Contrairement à une logique de continuité, le MCNC semble promouvoir un changement profond du système, avec une forte insistance sur la souveraineté populaire, la création institutionnelle, et la refondation patriotique. De manière spécifique :

- 1) **Une rhétorique de libération et de souveraineté populaire.** Les mots dominants comme **Cameroun, république, président, camerounais, personnes** traduisent une volonté de **recentrer le pouvoir sur les citoyens**, en contestant les structures existantes.
- 2) **Une dynamique de refondation institutionnelle.** Le mot **république** occupe une place centrale, indiquant une **volonté de redéfinir les fondements de l'État**, dans une logique de refondation
- 3) **Une tonalité militante et mobilisatrice.** L'usage de verbes d'action comme **mettrons** et de termes identitaires comme **camerounais** donne au *wordcloud* une dimension activiste, presque révolutionnaire.

ISSA TCHIROMA





Le *wordcloud* du MP adopte une posture de cohésion nationale, de gouvernance inclusive et de consolidation républicaine, avec une tonalité plus institutionnelle et consensuelle. De manière spécifique :

- 1) Les mots dominants comme **Cameroun, peuple, ensemble, nation** traduisent une volonté de rassembler plutôt que de diviser. Le FSNC semble privilégier une approche **centrée sur l'unité du corps social**, avec une insistance sur le vivre-ensemble et la solidarité nationale.
- 2) Une logique de **gouvernance et de responsabilité institutionnelle**. Des mots comme **pouvoir, république, dialogue, sécurité** indiquent une orientation vers la stabilité institutionnelle et la gestion responsable du pouvoir. On perçoit également une logique de **réparation sociale**, avec la solidarité comme instrument de cohésion et de stabilité.
- 3) **Une promesse de dignité et de confiance sociale**. Les termes **dignité, confiance, jeunesse** suggèrent une attention portée à l'épanouissement individuel et collectif, avec une tonalité plus sociale que révolutionnaire.



IYODI HIRAM SAMUEL



FDC





Le *wordcloud* du FDC reflète une rhétorique de transformation sociale, de justice politique et de mobilisation patriotique, avec une tonalité à la fois revendicative et constructive. De manière spécifique :

1. **Une rhétorique de libération et de justice sociale.** Les mots forts comme **libérer, droits, justice, suppression** traduisent une volonté de rompre avec les injustices perçues et de restaurer les droits fondamentaux.
2. **Une dynamique de création et de transformation politique.** Les termes **création, adoption, transformation, mouvement** indiquent une orientation vers **la refondation du système politique**, avec des propositions concrètes de réformes.
3. **Une promesse de prospérité et de travail.** Le mot **prospérité** occupe une place centrale, accompagné de **travail**, ce qui traduit une **vision économique ambitieuse**, fondée sur la productivité et l'inclusion.
4. Une tonalité patriotique et mobilisatrice. Des mots comme **patriotique, Cameroun, peuple** traduisent une **mobilisation identitaire forte**, centrée sur la souveraineté nationale et l'engagement citoyen.



KWEMO PIERRE



UMS





Le *wordcloud* de l'UMS révèle une rhétorique socialiste, citoyenne et centrée sur la gestion équitable des ressources, avec une tonalité engagée et inclusive. De manière spécifique :

1. **Une rhétorique socialiste et citoyenne.** Les mots dominants comme **socialistes, citoyens, intérêts, respecter** traduisent une volonté de **mettre les citoyens au cœur de l'action politique**, dans une logique de justice sociale et de respect des droits.
2. **Une logique de développement durable et de gestion équitable.** Des mots comme **ressources, gestion, développement, durable, conditions** traduisent une **préoccupation pour la soutenabilité des politiques publiques** et la bonne gouvernance.
3. **Une inclusion sociale et économique affirmée.** Les termes **femmes, hommes, agriculture, entreprises, commerçants, moyennes** traduisent une **volonté d'inclusion horizontale**, à la fois sociale et économique.
4. **Une vision nationale et ouverte.** Des mots comme **nationales, camerounais, centre, bilinguisme** traduisent une **affirmation de l'identité nationale**, avec une ouverture à la diversité culturelle et linguistique.



LIBII LI NGUE NGUE CABRAL



PCRN





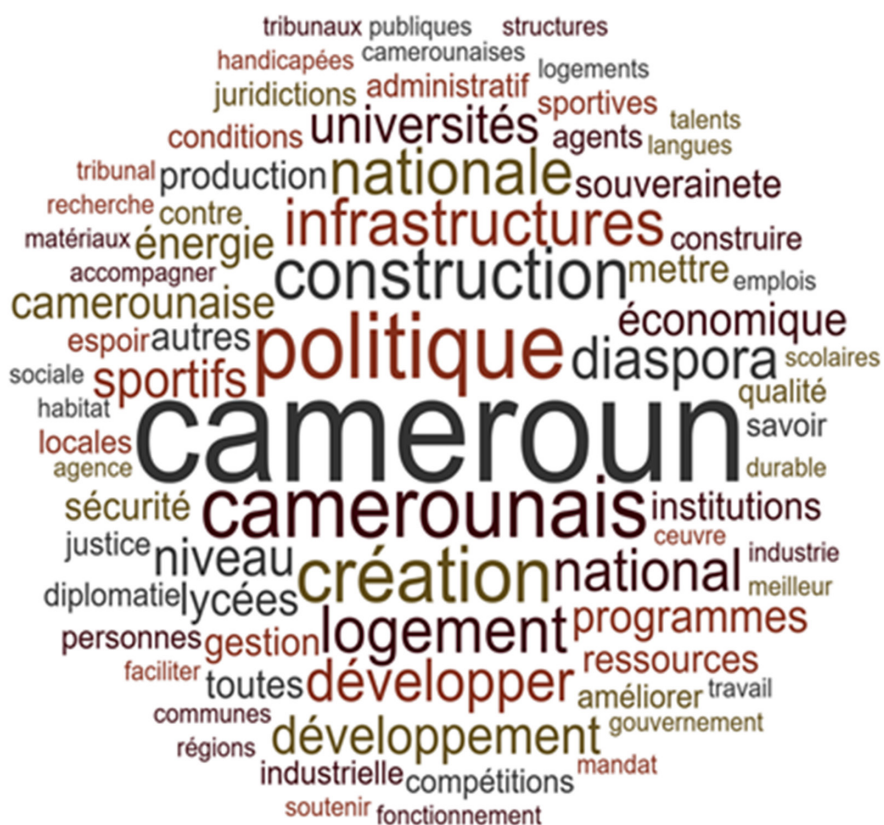
Le *wordcloud* du PCRN reflète une rhétorique centrée sur le développement national, la structuration économique et la réforme sectorielle, avec une tonalité technocratique et pragmatique. De manière spécifique ;

1. Une rhétorique de développement et de structuration économique. Les mots dominants comme **économique, développement, secteur, national** traduisent une volonté de **moderniser les structures productives du pays** et de renforcer les capacités institutionnelles.
2. Une logique de réforme politique et institutionnelle. Des mots comme **politique, camerounais, public, système** traduisent une volonté de **réformer les mécanismes de gouvernance**, sans nécessairement adopter une posture de rupture.
3. **Une affirmation de l'identité nationale et de l'ancrage local.** Les mots Cameroun, camerounais, national traduisent une volonté de réconciliation et de cohésion, fidèle à l'intitulé du parti.

MATOMBA SERGE ESPOIR



PURS





Le *wordcloud* du PURS révèle une rhétorique de développement multisectoriel, de justice sociale et d'inclusion nationale, avec une tonalité pragmatique et orientée vers les politiques publiques concrètes. Plus spécifiquement :

1. **Une rhétorique de développement intégré et multisectoriel.** Les mots dominants comme **développement, logement, énergie, santé, universités, sportifs** traduisent une volonté de **répondre aux besoins fondamentaux des citoyens** à travers des politiques ciblées.
2. **Une logique de gouvernance publique et de réforme institutionnelle.** Des mots comme **gouvernement, tribunaux, politique, national** suggèrent une volonté de **renforcer les institutions républicaines** et d'améliorer la gouvernance.
3. Une ouverture à la diaspora et à l'inclusion globale. Le mot **diaspora** occupe une place significative, traduisant une **volonté d'intégrer les Camerounais de l'extérieur** dans le projet national.

MUNA AKERE TABENG



UNIVERS





Le *wordcloud* du parti UNIVERS révèle une rhétorique stratégique, orientée vers les résultats, la sécurité et la gouvernance par objectifs, avec une tonalité technocratique et mesurable. De manière spécifique :

1. **Une rhétorique de planification stratégique et de gouvernance par objectifs.** Les mots dominants comme **objectif, mesure, actions, réduction, promotion** traduisent une volonté de piloter l'action politique à travers des indicateurs clairs et des résultats concrets.
2. **Une logique de sécurité et de transition politique.** Des mots comme **sécurité, transition, politique, Cameroun** traduisent une **préoccupation pour la stabilité nationale et la transformation encadrée du système.**
3. **Une orientation vers les infrastructures et les politiques publiques.** Des termes comme **infrastructures, Cameroun, promotion, réduction** traduisent une **vision de développement matériel et institutionnel**, avec une attention portée aux besoins concrets.

OSIH JOSHUA NAMBANGI



SDF





Le *wordcloud* du SDF révèle une rhétorique centrée sur la réforme du système, le développement national et la gouvernance publique, avec une tonalité à la fois institutionnelle et sociale. De manière spécifique :

1. Une rhétorique de réforme du système et de gouvernance publique. Les mots dominants comme **système, politique, programme, gouvernance, services publics** traduisent une volonté de **réformer les structures étatiques** et d'améliorer la gestion des affaires publiques.
2. Une logique de développement économique et numérique. Des mots comme **développement, économique, production, numérique** indiquent une orientation vers **la modernisation du tissu productif et l'intégration des technologies**.
3. Une affirmation de l'identité nationale et de l'ancrage citoyen. Les mots **Cameroun, camerounais, nationale** traduisent une **volonté de recentrer l'action politique sur les intérêts du peuple et la souveraineté nationale**.

Source : *construction des auteurs à partir des informations des manifestes des candidats aux élections présidentielles du 12 octobre 2025*



TOMIANO HERMINE PATRICIA epse NDAM NJOYA



UDC

Données manquantes



Tableau 5-2 : Landscape politique camerounais : mots-clés et orientations des partis

Candidat / Parti	Mots-clés dominants	Orientation générale
ATEKI SETA CAXTON (PAL)	Cameroun, message, nouvelle, priorités, engagements, vision, réparer, rétablir, renaissance, génération, maintenant, vérité, mérite	Rupture et renaissance nationale ; jeunesse ; justice et mérite ; discours structuré et engagé.
BELLO BOUBA MAIGARI (UNDP)	Cameroun, peuple, nation, mouvement, patriotique, prospérité, libérer, transformation, production, produits locaux, adoption, justice, interdiction, colonialisme	Patriotisme ; souveraineté économique ; rupture avec les dépendances extérieures ; refondation institutionnelle.
BIYA PAUL (RDPC)	Cameroun, paix, unité, développement, jeunesse, emploi, formation, infrastructures, économie, solidarité, justice sociale	Stabilité et continuité ; développement économique ; cohésion nationale ; politiques sociales.
BOUGHA HAGBE JACQUES (MCNC)	Cameroun, peuple, libérée, patriotique, création, mouvement, prospérité, adoption	Rupture systémique ; souveraineté populaire ; refondation institutionnelle ; prospérité inclusive.
ISSA TCHIROMA (FSNC)	Cameroun, peuple, ensemble, nation, pouvoir, république, dialogue, sécurité, dignité, confiance	Cohésion nationale ; gouvernance inclusive ; stabilité institutionnelle ; réparation sociale.
IYODI HIRAM SAMUEL (FDC)	libérer, droits, justice, suppression, création, adoption, transformation, prospérité, travail, patriotique	Transformation sociale ; justice politique ; refondation du système ; prospérité par le travail.
KWEMO PIERRE (UMS)	socialistes, citoyens, intérêts, respecter, ressources, gestion, développement, durable, femmes, hommes, agriculture, nationales	Socialisme ; gestion équitable ; inclusion sociale et économique ; identité nationale.



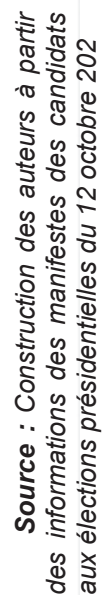
LIBII LI NGUE NGUE CABRAL (PCRN)	économique, développement, secteur, national, politique, camerounais, public, système	Développement national ; réforme sectorielle ; gouvernance technocratique ; ancrage local.
MATOMBA SERGE ESPOIR (PURS)	développement, logement, énergie, santé, universités, sportifs, gouvernement, tribunaux, diaspora	Développement multisectoriel ; justice sociale ; inclusion ; renforcement institutionnel.
MUNA AKERE TABENG (UNIVERS)	objectif, mesure, actions, sécurité, transition, infrastructures, promotion, réduction	Gouvernance par objectifs ; sécurité ; transition encadrée ; développement matériel.
OSIH JOSHUA NAMBANGI (SDF)	système, politique, programme, gouvernance, services publics, développement, économique, numérique, Cameroun, camerounais	Réforme du système ; modernisation économique ; ancrage citoyen ; souveraineté nationale.
TOMIANO HERMINE PATRICIA (UDC)	<i>(Données manquantes dans le document)</i>	

Source : construction des auteurs à partir des informations des manifestes des candidats aux élections présidentielles du 12 octobre 2025



Le graphique 5.1 révèle une **forte convergence thématique entre les partis politiques autour de quelques enjeux nationaux structurants**. Le mot développement émerge comme une préoccupation centrale, partagée par la majorité des formations, tandis que des notions comme sécurité, justice et national traversent également les discours, soulignant un socle commun de priorités. Cependant, des lignes de distinction nettes apparaissent : certains partis se singularisent par des approches plus économiques et productives (production, produits locaux, secteur), d'autres par un ancrage institutionnel et républicain (gouvernement, tribunaux, république), ou encore par une orientation sociale et sociétale (famille, écologie, femmes, ruralité). La présence de termes comme colonialisme ou libération signale quant à elle des positionnements plus radicaux, marqués par une volonté de rupture historique. Ainsi, au-delà des consensus de surface, le paysage politique camerounais se structure autour de clivages programmatiques qui reflètent des visions différenciées de la souveraineté, du modèle de société et de la relation à l'État.

Figure 5-1 : Convergence des mots clés dans les partis politiques





VI-

MISE EN PERSPECTIVE ET CONCLUSION

La mise en perspective de cette analyse des programmes politiques pour l'élection présidentielle de 2025 permet d'apporter un éclairage inédit sur la qualité des offres politiques en matière économique et sociale au Cameroun. Elle met en évidence non seulement la diversité des approches proposées par les différents candidats, mais aussi les écarts considérables de crédibilité, de cohérence et de faisabilité entre les projets. En classant les programmes selon une grille d'évaluation commune et transparente, l'exercice contribue à dépasser le registre habituel du discours politique pour replacer le débat sur le terrain de la rationalité économique et de la gouvernance. Cette démarche illustre l'importance d'une analyse indépendante et documentée pour nourrir le débat public, surtout dans un contexte où les choix politiques ont des conséquences de long terme sur la trajectoire de développement du pays.

Cette étude rappelle d'abord que le Cameroun se trouve à un moment décisif à l'épreuve de nombreux défis. Les programmes électoraux, en théorie, devraient offrir des alternatives crédibles pour relever ces défis. L'analyse révèle toutefois que si certains candidats présentent des propositions solides et intégrées, d'autres se limitent à des énoncés généraux, parfois déconnectés des réalités institutionnelles et budgétaires. La mise en perspective conduit donc à s'interroger sur la capacité réelle des élites politiques à transformer leurs promesses en politiques publiques concrètes et efficaces.

En outre, la conclusion qui s'impose est que la qualité d'un programme électoral ne se mesure pas uniquement à l'ambition des réformes annoncées, mais aussi à la manière dont celles-ci s'articulent avec les contraintes du pays. Les programmes les mieux notés se distinguent précisément par leur capacité à conjuguer vision stratégique et pragmatisme institutionnel. À l'inverse, les projets moins crédibles présentent de nombreuses limites, parmi lesquelles, un manque de précision, un déficit de chiffrage ou une sous-estimation des ressources nécessaires. Cette observation met en lumière une tension classique dans



les processus électoraux : la recherche de l'adhésion populaire par des promesses ambitieuses d'un côté, et l'exigence de réalisme économique et financier de l'autre. Le travail de mise en perspective montre que l'équilibre entre ces deux pôles est encore difficile à atteindre pour une partie significative des acteurs politiques camerounais.

Au-delà de l'évaluation technique, cette étude invite également à une réflexion plus large sur la gouvernance démocratique. La transparence et la redevabilité exigent que les candidats soumettent au suffrage des citoyens non pas seulement des slogans, mais de véritables projets de société, accompagnés de mesures concrètes, chiffrées et hiérarchisées. L'exercice de comparaison conduit à rappeler que la crédibilité d'un projet politique dépend aussi de la confiance qu'il inspire quant à sa mise en œuvre. Or, cette confiance repose autant sur le contenu programmatique que sur la réputation, l'expérience et l'intégrité des porteurs de ces projets. La mise en perspective suggère donc que l'avenir du Cameroun dépendra autant de la qualité des politiques proposées que de la capacité des institutions à les exécuter et à en assurer le suivi.

L'idée à retenir de cette évaluation est qu'aucun des programmes présentés ne saurait, à lui seul, constituer une solution définitive aux multiples défis du pays. Chacun comporte des forces et des limites. Certains insistent davantage sur la stabilité macroéconomique, d'autres sur l'inclusion sociale ou la durabilité environnementale. L'avenir du pays nécessitera probablement une synthèse de ces approches, une sorte de convergence entre rigueur budgétaire, politiques sociales ambitieuses, et transformation productive soutenue par l'innovation et la diversification. En ce sens, l'étude ne vise pas à désigner un vainqueur définitif mais à montrer que le progrès économique et social ne pourra résulter que d'un effort collectif et coordonné, porté par des institutions solides et des choix politiques cohérents.

L'exercice de mise en perspective et de conclusion ouvre donc une double lecture. D'une part, il fournit une photographie analytique des offres politiques à un moment donné, révélant les dynamiques et les priorités des acteurs en compétition. D'autre part, il trace des lignes de réflexion pour l'avenir, en soulignant les conditions de réussite des politiques publiques : cohérence programmatique, faisabilité institutionnelle, soutenabilité financière, inclusion sociale et expérience politique. Ce double regard permet de replacer les



débats électoraux dans une temporalité plus longue, en rappelant que l'enjeu fondamental dépasse les échéances électorales pour toucher au contrat social et au modèle de développement du Cameroun.

Cette étude renforce l'idée que la qualité du débat démocratique dépendra de la capacité collective à exiger et à produire des programmes sérieux, crédibles et réalisables. Elle rappelle que la transformation du pays ne pourra s'opérer que si les choix électoraux se traduisent par des politiques publiques adaptées, soutenues par une gouvernance transparente et orientée vers l'intérêt général. Le scrutin de 2025 représente une opportunité historique pour engager cette dynamique, mais il appartient à l'ensemble des acteurs d'en faire un moment de clarification, de responsabilité et de projection vers un avenir plus prospère et inclusif.

Lien d'accès aux métadonnées : [Cliquez ici](#)



VII-

RÉFÉRENCES

- Banque mondiale. (2025). *Rapport sur la Situation Économique du Cameroun 2025, Quatrième édition.*
- BEAC. (2025). *Statistiques monétaires et financières.*
- Belton, V., & Stewart, T. J. (2002). Multiple criteria decision analysis: An integrated approach. Springer.
- Caisse Autonome d'Amortissement (CAA). (2025). *Bulletin sur la dette publique.*
- CONAC. (2024). *Rapport sur la corruption au Cameroun 2023-2024*.
- Institut National de la Statistique (INS). (2022). *Rapport de l'Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 5).*
- Institut National de la Statistique (INS). (2025). *Commerce extérieur du Cameroun en 2024.*
- Keeney, R. L., & Raiffa, H. (1976). Decisions with multiple objectives: Preferences and value tradeoffs. John Wiley & Sons.
- Loi de Finances Rectificative (LFR). (2025). *République du Cameroun.*
- Mair, P. (1997). Party system change.
- MINEDUB. (2022). *Annuaire Statistique 2021/2022*.
- MINEPAT. (2025). *Rapport sur l'exécution budgétaire et la dette publique.*
- Nordhaus, W.D, The political business cycle, Review of Economic Studies, 1975, April,
- OIM. (2025). *Rapport sur les migrations et les personnes déplacées au Cameroun.*
- Person, T. et Tabellini, G. Comparative Politics and Public Finance, Journal of Political economy, 108, 2000



- Person, T. et Tabellini, G. *The economic effect of Constitutions*, Cambridge, MA, The MIT Press, 2003
- Pickard, H. (2021). The impact of career politicians: Evidence from US governors. *Kyklos*, 74(1), 103-125.
- Pommerhine, G-L, Scheineder F., Lafay, J-D, Les interactions entre économie et politique : synthèse des analyses théoriques et empiriques, *Revue Economique*, n°1, janvier 1981.
- Prager, J-C et Villeroy de Galhau, 18 leçons sur la Politique Economique, A la recherche de la régulation, Seuil, 2003
- Rosa, J-J, et Ameson, J., Conditions économiques et élections, *Revue Française de Science Politique*, 1976
- Saaty, T. L. (1980). *The analytic hierarchy process: Planning, priority setting, resource allocation*. McGraw-Hill.
- Trading Economics. (2024). *Dépenses militaires du Cameroun*. <https://fr.tradingeconomics.com/cameroon/military-expenditure>
- Rose, R. (1984). Parties and Public Policy. In *Do Parties Make a Difference?* (pp. 9-18). London: Palgrave Macmillan UK.
- Panebianco, A. (1988). *Political parties: organization and power*. CUP Archive.
-



VIII-

ANNEXES

Annexe A : Méthodologie détaillée d'évaluation

1- Cadre général

Chaque secteur (ex. infrastructures, agriculture, énergie, etc.) est évalué selon cinq critères analytiques. Chaque critère est noté de **0 à 4** et justifié par un commentaire.

Tableau 8-1 : Définition et grille d'appréciation des critères

1. Pertinence : adéquation avec les besoins économiques et sociaux réels	2. Faisabilité : probabilité de mise en œuvre dans le contexte budgétaire et institutionnel actuel.
• 0 : Proposition hors-sujet ou déconnectée des enjeux nationaux. • 1 : Proposition très vague ou non alignée sur les priorités nationales. • 2 : Pertinence partielle (cible un problème mais de façon superficielle). • 3 : Bien alignée sur les défis, mais sans diagnostic solide. • 4 : Directement alignée avec les diagnostics macro, rapports nationaux/internationaux, besoins pressants. Indicateurs : cohérence avec Vision 2035, Stratégie nationale de développement (SND30), données FMI/BM.	• 0 : Non réaliste (coût exorbitant, contradiction avec contraintes budgétaires). • 1 : Très faible (pas de source de financement ni de calendrier). • 2 : Faible (financement annoncé mais imprécis, calendrier vague). • 3 : Moyenne (sources de financement identifiées, mais dépendance externe élevée). • 4 : Solide (financement chiffré, réaliste, calendrier clair et ressources disponibles). Indicateurs : budget public, dette/ PIB, capacité d'absorption des projets publics.



3. Impact : effets attendus sur le bien-être collectif	4. Capacité : existence des moyens humains, institutionnels et techniques nécessaires à la mise en œuvre.
• 0 : Aucun effet attendu ou contre-productif. • 1 : Impact très limité, secteur marginal. • 2 : Impact potentiel moyen (effets indirects, peu inclusifs). • 3 : Impact notable sur la croissance, l'emploi, ou la réduction de pauvreté. • 4 : Impact transformateur, à large effet multiplicateur sur l'économie. Indicateurs : contribution au PIB sectoriel, potentiel d'emplois, gains de productivité, inclusion sociale.	• 0 : Institutions et compétences inexistantes. • 1 : Très faible (forte corruption, manque d'expertise, dépendance extérieure). • 2 : Capacités partielles, institution faible mais existante. • 3 : Capacités suffisantes mais contraintes (manque de ressources humaines ou techniques). • 4 : Institutions robustes, expérience de projets similaires, dispositifs existants. Indicateurs : gouvernance sectorielle, efficacité administrative, antécédents de projets.
5. L'expérience : durée de vie du parti politique et expérience du leader ¹ (date de création à aujourd'hui)	

6. Exercice du pouvoir national ou local, participation au parlement, responsabilité ministérielle et expériences internationales.



- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">• 0 : Parti créé récemment (moins de 5 ans) avec aucune expérience politique• 1 : Parti émergent (5-10 ans) avec expérience politique faible• 2 : Parti établi (entre 10 et 20 ans) avec expérience politique partielle• 3 : Parti ancien (plus de 20 ans) avec expérience politique partielle• 4 : Parti ancien avec expérience politique avérée | |
|--|--|

2- Méthode pratique d'application

- **Extraire** chaque proposition sectorielle du programme.
- **Documenter** avec une citation courte (preuve du manifeste).
- **Attribuer un score** (0-4) pour chaque critère.
- **Justifier** la note avec un commentaire (ex. rapport FMI, réalités budgétaires, expériences passées).
- **Calculer le total** (0-16).
- **Comparer** les scores entre candidats par secteur.



Annexe B : Tableau de comparaison des programmes des partis politiques selon les scores de crédibilités

Tableau 8-2 : Score de crédibilité des programmes des partis politiques par secteur

Variables	PAL	FDC	MCNC	FSNC	SDF	PURS	PCRN	UNI-VERS	RDPC
Conjoncture macroéconomique	8,17	8,83	7,17	8,50	8,50	11,33	9,50	3,17	12,50
Finances publiques	10,60	11,00	10,40	10,00	13,20	9,00	10,20	6,00	13,20
Secteur financier	10,40	10,40	8,40	5,60	7,40	7,80	8,80	3,60	11,80
Secteurs productifs	9,80	10,27	8,53	7,13	12,40	6,47	10,13	7,33	13,13
Développement social	12,00	10,27	8,27	9,82	13,00	10,00	10,09	10,36	13,55
Environnement et durabilité	11,60	9,40	6,80	3,60	11,60	6,60	10,20	3,60	13,20
Gouvernance et institutions	10,20	9,60	10,20	9,80	15,60	10,40	11,40	12,00	14,00
Score total	10,40	9,97	8,54	7,78	11,67	8,80	10,05	6,58	13,05

Source : construction des auteurs à partir des informations des manifestes des candidats aux élections présidentielles du 12 octobre 2025.

**Tableau 8-3 : Score de crédibilité des programmes politiques par sous-secteur**

Secteur	sous-secteur	PAL	FDC	MCNC	FSNC	SDF	PURS	PCRN	UNIVERS	RDPC
Conjoncture macroéconomique	Croissance du PIB	10	8	10	12	11	12	10	2	13
Conjoncture macroéconomique	Structure du PIB	10	8	9	12	11	15	11	2	13
Conjoncture macroéconomique	Inflation	1	8	7	12	3	12	9	2	13
Conjoncture macroéconomique	Taux de change	7	7	7	2	9	9	10	9	10
Conjoncture macroéconomique	Balance de paiement	11	11	9	11	14	10	9	2	13
Conjoncture macroéconomique	Reserve de change	10	11	1	2	3	10	8	2	13
Finances publiques	Taux d'épargne et d'investissement	12	11	11	10	14	13	10	2	13
Finances publiques	Recettes et dépenses	11	12	10	10	15	10	11	12	13
Finances publiques	Solde budgétaire	9	11	10	10	15	2	10	12	14
Finances publiques	Dette publique (interne, externe, en % du PIB)	11	10	11	8	11	10	10	2	13
Finances publiques	Capacité de financement	10	11	10	12	11	10	10	2	13
Secteur financier	Partenariats PPP	12	10	10	10	10	9	10	10	13
Secteur financier	Masse monétaire	9	11	9	2	3	8	10	2	13
Secteur financier	Crédit à l'économie	12	11	11	12	11	14	10	2	13
Secteur financier	Taux d'intérêt	7	9	1	2	3	2	2	2	10
Secteur financier	Banque et assurance	12	11	11	2	10	6	12	2	10
Secteurs productifs	Agriculture	12	11	12	10	15	12	14	10	13
Secteurs productifs	Élevage et chasse	1	11	12	2	14	2	2	2	13
Secteurs productifs	Sylviculture et exploitation forestière	12	9	1	2	14	2	10	10	13
Secteurs productifs	Pêche et aquaculture	8	11	1	2	14	2	10	2	12



Secteurs productifs	Ressources naturelles	12	11	9	10	10	11	6	10	11	13
Secteurs productifs	Industries manufacturières	9	9	10	10	10	11	11	10	11	13
Secteurs productifs	Industrie alimentaire	6	11	12	9	13	11	11	10	11	15
Secteurs productifs	Construction	12	11	10	10	11	11	11	11	11	13
Secteurs productifs	Electricité, gaz	13	10	10	2	13	10	10	10	2	13
Secteurs productifs	Eau et assainissement	12	10	1	10	14	10	10	10	2	13
Secteurs productifs	Commerce	9	11	11	9	14	2	10	10	11	13
Secteurs productifs	Transport	11	10	8	9	13	2	12	11	11	13
Secteurs productifs	Hébergement et restauration	10	8	10	2	13	2	11	2	2	13
Secteurs productifs	TIC et numérique	11	10	11	10	13	2	12	12	12	15
Secteurs productifs	Assurance	9	11	10	10	3	12	10	2	2	12
Développement social	Population active et taux de participation	13	11	11	9	3	2	10	2	2	13
Développement social	Emploi (formel/ informel, par secteur)	12	10	11	10	15	14	10	11	11	13
Développement social	Taux de chômage	10	10	1	9	14	10	10	2	2	13
Développement social	Productivité de la main d'œuvre	11	10	9	10	13	10	10	11	11	13
Développement social	Migration et transfert des fonds	12	11	8	10	14	10	10	13	13	15
Développement social	Pauvreté	12	10	10	10	14	10	10	12	12	13
Développement social	Inégalités	13	10	10	10	14	10	11	14	14	13
Développement social	Santé	11	10	10	10	14	14	10	12	12	14
Développement social	Education	13	10	10	10	14	10	10	13	13	14
Développement social	Accès aux services de base	13	11	1	10	14	10	10	12	12	14
Développement social	Protection sociale	12	10	10	10	14	10	10	12	12	14



Environnement et durabilité	Utilisation du sol (Urbanisation, agriculture, forêt)	8	10	10	10	14	9	10	2	14
Environnement et durabilité	Emission CO2	12	10	11	2	3	10	10	2	12
Environnement et durabilité	Énergies renouvelables	13	9	11	2	14	10	10	2	14
Environnement et durabilité	Déforestation/reboisement	13	9	1	2	14	2	10	10	12
Environnement et durabilité	Vulnérabilité au changement climatique	12	9	1	2	13	2	11	2	14
Gouvernance et institutions	Corruption	12	9	11	10	17	11	12	12	14
Gouvernance et institutions	Bureaucratie	8	10	10	10	16	11	12	12	14
Gouvernance et institutions	Facilité de faire des affaires	13	10	10	10	16	11	11	12	14
Gouvernance et institutions	Justice et droit de l'homme	9	9	10	9	15	9	11	12	14
Gouvernance et institutions	Stabilité et sécurité	9	10	10	10	14	10	11	12	14

Source : construction des auteurs à partir des informations des manifestes des candidats aux élections présidentielles du 12 octobre 2025



TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	3
Sigles et abréviations	5
Liste des figures	7
Liste des tableaux	8
Résumé exécutif	9
Executive Summary	12
I- Contexte et cadre d'analyse.	15
1.1- Contexte macroéconomique et performances récentes	16
1.2- Finances publiques et soutenabilité budgétaire	18
1.3- Commerce extérieur, investissement et diversification	19
1.4- Dynamiques sociales, pauvreté et capital humain. . .	19
1.5- Gouvernance, climat des affaires et environne- ment sécuritaire	20
II- Enjeux de l'élection 2025 et objectifs de l'étude	21
III- Méthodologie et grille d'analyse	24
3.1- Recours à l'approche multicritère MCDA	24
1 ^{ère} étape : Définition des sources de données	25
2 ^{ème} étape : Construction d'une grille sectorielle	27
3 ^{ème} étape : Choix des critères d'évaluation des politiques sectorielles.	27
4 ^{ème} étape : Extraction et codage des propositions sectorielles dans les programmes	28
5 ^{ème} étape : Pondération des critères d'évaluation	28
3.2- Méthodes de contrôle et d'assurance qualité des résultats	29
3.3- Limites méthodologiques	30
IV- Analyse sectorielle des programmes	31
• Groupe 1 : Les programmes à scores intermédiaires supérieurs (entre 11 et 16)	31



● Groupe 2 : Les programmes à scores intermédiaires inférieurs (entre 8 et 11)	32
● Groupe 3 : Les programmes à scores faibles (inférieur à 8)	32
➤ Conjoncture macroéconomique	34
➤ Finances publiques	34
➤ Secteur financier.	35
➤ Secteur Productif	35
➤ Développement Social.	36
➤ Environnement et Durabilité	36
➤ Gouvernance et Institutions	37
V- Analyse des convergences et divergences	51
BELLO BOUBA MAIGARI.	55
BIYA PAUL.	57
BOUGHA HAGBE JACQUES	59
ISSA TCHIROMA	61
IYODI HIRAM SAMUEL.	63
KWEMO PIERRE	65
LIBII LI NGUE NGUE CABRAL	67
MATOMBA SERGE ESPOIR	69
MUNA AKERE TABENG	71
OSIH JOSHUA NAMBANGI.	73
TOMIANO HERMINE PATRICIA epse NDAM NJOYA	75
VI- Mise en perspective et conclusion	80
VII- Références	83
VIII- Annexes	85
Annexe A : Méthodologie détaillée d'évaluation	85
1- Cadre général	85
2- Méthode pratique d'application	87
Annexe B : Tableau de comparaison des programmes des partis politiques selon les scores de crédibilités	88



© Les Presses Universitaires de Yaoundé (Éditeur)
B.P. : 1585 Yaoundé (Cameroun) / Tél. : (237) 699 59 13 73
Mail : lespuy2009@yahoo.fr — Site Web : lespuy-edition.com
Septembre 2025

Sous la supervision de
Pr BEKOLO EBE Bruno

ÉVALUATION ÉCONOMIQUE DES PROGRAMMES DES CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2025 AU CAMEROUN

SOMMAIRE

Sommaire	3
Sigles et abréviations	5
Liste des figures	7
Liste des tableaux	8
Résumé exécutif	9
Executive Summary	12
I- Contexte et cadre d'analyse.	15
II- Enjeux de l'élection 2025 et objectifs de l'étude	21
III- Méthodologie et grille d'analyse	24
IV- Analyse sectorielle des programmes	31
V- Analyse des convergences et divergences	51
VI- Mise en perspective et conclusion	80
VII- Références	83
VIII- Annexes	85
Annexe A : Méthodologie détaillée d'évaluation	85
Annexe B : Tableau de comparaison des programmes des partis politiques selon les scores de crédibilités	88

